



**PUBLICIS GROUPE**

**Première actualisation du  
document de référence 2006**



La présente actualisation du document de référence 2006 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 août 2007 conformément à l'article 212-13, IV du Règlement général de l'AMF. Elle complète le document de référence 2006 de Publicis déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2007 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général sous le numéro D.07-0255. Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

## SOMMAIRE<sup>1</sup>

1.	PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	3
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES .....	4
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES.....	5
4.	FACTEURS DE RISQUE .....	6
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR .....	6
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS .....	9
7.	ORGANIGRAMME .....	10
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS .....	11
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT.....	12
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX .....	19
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES.....	23
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GÉNÉRALE .....	24
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES .....	25
19.	OPÉRATION AVEC DES APPARENTÉS .....	26
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR.....	27
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES .....	60

---

<sup>1</sup> Ne figurent dans le sommaire que les chapitres du document de référence 2006 faisant l'objet de compléments ou de mises à jour dans le cadre de la présente actualisation.

## **1. PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE**

### **1.1 Responsable des informations**

Monsieur Maurice Lévy, Président du Directoire de Publicis Groupe SA (« la Société »).

### **1.2 Attestation du responsable**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des commissaires aux comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes, données dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation du document de référence.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> août 2007

Maurice Lévy,

Président du Directoire de Publicis Groupe

## **2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES**

### **2.1 Commissaires aux comptes titulaires**

#### **ERNST & YOUNG et Autres**

Société représentée par Monsieur Jean Bouquot et Madame Valérie Desclève  
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Désignée par l'Assemblée générale du 4 juin 2007 en remplacement de la société Ernst & Young Audit, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

#### **MAZARS & GUERARD**

Société représentée par Monsieur Philippe Castagnac et Madame Isabelle Massa  
61, rue Henri Régault, Tour Exaltis, 92400 Courbevoie

Désignée par l'Assemblée générale du 25 juin 1981, dont le mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 2005 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée générale et qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2010.

### **2.2 Commissaires aux comptes suppléants**

#### **AUDITEX**

Société représentée par Madame Béatrice Huet  
11, allée de L'Arche Faubourg de L'Arche 92400 Courbevoie

Désignée par l'Assemblée générale du 4 juin 2007 en remplacement de Monsieur Denis Thibon pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

#### **Monsieur Patrick de Cambourg**

61, rue Henri Régault, Tour Exaltis, 92400 Courbevoie

Désigné par l'Assemblée générale du 25 juin 1998 et dont le mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale du 8 juin 2004 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

### 3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

*en millions d'euros, à l'exception des % et des données par action (en euros)*

	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006 <sup>(3)</sup></b>	<b>30 juin 2005</b>
<b>Données IFRS extraites du compte de résultat</b>			
Revenu	2 248	2 122	1 932
Marge opérationnelle avant amortissements	392	376	342
<i>En % du revenu</i>	<i>17,4%</i>	<i>17,7%</i>	<i>17,7%</i>
Marge opérationnelle	337	323	288
<i>En % du revenu</i>	<i>15,0%</i>	<i>15,2%</i>	<i>14,9%</i>
Résultat opérationnel	331	312	251
Bénéfice net (Part du Groupe)	198	197	130
Bénéfice net par action <sup>(1)</sup>	0,95	0,94	0,62
Bénéfice net par action (dilué) <sup>(2)</sup>	0,89	0,88	0,61
<b>Données IFRS extraites du bilan</b>			
Total de l'actif	12 115	11 438	10 741
Capitaux propres, part du Groupe	2 213	1 910	1 786

<sup>(1)</sup> Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action s'élève à 210 541 236 actions pour le premier semestre 2005, 210 447 414 actions pour le premier semestre 2006 et 208 854 265 actions pour le premier semestre 2007.

<sup>(2)</sup> Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action (dilué) s'élève à 233 978 190 actions pour le premier semestre 2005, 241 491 601 actions pour le premier semestre 2006, et 241 572 582 actions pour le premier semestre 2007.

<sup>(3)</sup> Au 30 juin 2006, il s'agit des montants retraités suite au changement de méthode de comptabilisation des engagements de retraites détaillé dans la note 1.2 des états financiers consolidés au 30 juin 2007.

<sup>(4)</sup> Au 30 juin 2005, il s'agit des montants retraités suite à la finalisation de la transition aux IFRS, détaillée dans la note 1.a des états financiers consolidés au 30 juin 2006.

#### **4. FACTEURS DE RISQUE**

##### ***Exposition au risque de liquidité***

Voir la note 14 des comptes consolidés se rapportant au premier semestre 2007 dans « Emprunts et dettes financières », au chapitre 20.1 de la présente actualisation.

L'avenant au crédit syndiqué multidevises de 1 035 millions d'euros, décrit à ladite note 14 pour allonger la maturité à juillet 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques et parallèlement porter le montant à 1 500 millions d'euros, a été signé le 24 juillet 2007. Il convient de préciser que ce crédit syndiqué ainsi que les autres lignes de crédit dont la Société dispose à la date de la présente actualisation ne comportent pas de stipulation exigeant le respect de ratios financiers.

#### **5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR**

##### **5.2 Investissements**

###### **5.2.1 Principaux investissements réalisés au cours des trois dernières années**

Le document de référence 2006 évoquait déjà les investissements entrepris par Publicis Groupe au début de l'année 2007.

Le 29 janvier, Publicis Groupe avait annoncé le succès de l'offre publique d'achat lancée sur Digitas Inc., suivie d'une fusion entre Digitas Inc. et la filiale de Publicis Groupe, Pacific Acquisition Corp.

Le 11 avril 2007, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de « The McGinn Group », agence basée à Arlington (Virginie) et spécialisée dans la communication corporate, la gestion des risques, la gestion des situations de crise, l'accompagnement de procédures juridiques. Cette acquisition renforce considérablement la position de MS&L dans l'univers de la communication corporate.

« The McGinn Group » a été renommée « McGinn MS&L ». Elle continuera à intervenir comme conseil stratégique auprès de grands groupes, d'universités, d'agences gouvernementales américaines et de cabinets d'avocats et à répondre aux demandes de ses clients confrontés à des problèmes complexes en matière d'emploi, de procédures judiciaires, d'environnement ou d'incidents produits. Les connaissances approfondies de cette agence, reposant notamment sur ses travaux d'études, lui permettent de mettre au point des programmes de communication dédiés pour General Motors, First Data, Symantec, Pacific Gas & Electric et Choicepoint.

Le groupe McGinn a de nombreux clients communs avec Publicis Groupe et MS&L. Cette acquisition permet donc un heureux rapprochement débouchant sur l'alliance entre le réseau international de MS&L et l'expertise poussée de McGinn.

Le 29 juin 2007, Publicis Groupe a réalisé le lancement, annoncé le 20 avril 2007, d'une joint-venture dans le secteur événementiel : *PublicisLive*. *PublicisLive* est destinée à se consacrer exclusivement aux conférences internationales et institutionnelles, aux manifestations prestigieuses du monde de l'entreprise, en particulier en Suisse et au Moyen-Orient. Elle doit répondre à une demande de plus en plus soutenue de la part des gouvernements, des institutions et des entreprises qui souhaitent organiser des événements techniquement sophistiqués et au contenu développé. *PublicisLive* sera distincte du réseau Publicis Events Worldwide. Les deux entités feront partie des Agences Spécialisées et Marketing Services (SAMS) de Publicis Groupe.

Le 5 juillet, l'acquisition de Pharmagistics (USA), annoncée le 7 mars 2007, a été réalisée.

Le 11 juillet, l'acquisition de 51% du capital de Betterway China, l'une des agences chinoises les plus importantes et les plus innovantes en matière de marketing services, annoncée le 29 mars 2006, a été réalisée.

### 5.2.2 Principaux investissements en cours

Le 2 avril 2007, Publicis Groupe a annoncé la prise d'une part majoritaire au sein de Yong Yang, agence basée à Chengdu en Chine, leader en marketing services, marketing opérationnel auprès de la grande distribution et opérations promotionnelles. Cette acquisition illustre l'engagement stratégique de Publicis Groupe en vue de l'expansion de ses opérations marketing services en Chine et en Asie.

Créée en 1995, agence indépendante, Yong Yang possède une connaissance approfondie des marchés urbains présents dans de nombreuses régions de Chine et sait appréhender les différents profils de consommateurs. Avec 29 agences sur tout le territoire chinois, et notamment dans le centre du pays, Yong Yang est la seule agence de marketing services dont la présence est significative à Chengdu, capitale en plein essor du Sichuan. Parmi les principaux clients internationaux de ses agences figurent Budweiser, Wliansheng Liquor, Marlboro et Sony Ericsson. L'agence Yong Yang conservera son nom au sein du Groupe Publicis.

Le 14 juin 2007, Publicis Groupe a annoncé son intention d'acquérir Business Interactif, société française cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris. Un accord a été conclu avec les principaux managers contrôlant 49,32% du capital de ce groupe, au terme duquel l'acquisition a été réalisée, début juillet, au prix de 10,10 euros par action et rémunérée à hauteur de 50% en numéraire et à hauteur de 50% en actions Publicis Groupe à émettre. Un projet d'offre publique mixte portant sur le solde du capital de Business Interactif a été déposé le 10 juillet 2007 aux mêmes conditions que celles du contrat de cession conclu avec les dirigeants fondateurs. Cette transaction représente un investissement total de 137 millions d'euros, soit 68 millions d'euros en numéraire et 2 millions d'actions nouvelles Publicis Groupe. Cette opération devrait être finalisée dans le courant du troisième trimestre 2007 et aura un impact neutre sur le bénéfice par action de Publicis Groupe au titre de l'exercice 2007. Cette opération est décrite plus amplement dans la note d'information soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers.

Business Interactif, fondé en 1996, est le premier groupe français indépendant de communication digitale et interactive et compte parmi les entreprises les plus performantes du secteur. Spécialiste des campagnes emailing de recrutement et de fidélisation, des liens sponsorisés, du référencement naturel, des programmes d'affiliation, de la création de sites web et de programmes d'animation, l'agence compte parmi ses nombreux clients L'Oréal, Nestlé, EDF, Bouygues Telecom, PPR, Ventes Privées, Lancôme, Seb et Comité International Olympique.

A travers cette opération, Business Interactif rejoint Digitas, le leader de la communication digitale et interactive, acquis par Publicis début 2007. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de Publicis Groupe visant à accroître son leadership dans le domaine de la communication digitale et à se doter des meilleures compétences dans ce secteur. L'acquisition de Business Interactif est la première étape du plan stratégique visant à faire bénéficier les annonceurs de l'expertise unique de Digitas à travers des implantations géographiques bien ciblées, en commençant par la France.

Le 26 juin 2007, Publicis Groupe a lancé « Blogbang » qui à ce jour comptabilise déjà plus de 20 millions de pages lues et près de 1 000 membres.

Le 28 juin 2007, Publicis Groupe et Dassault Systèmes ont annoncé la signature d'un accord portant sur la création de 3dswym, une joint-venture dans le domaine de la 3D en ligne. Basée à Paris, cette joint-venture est une plateforme collaborative qui permettra aux responsables marketing des grandes marques et aux consommateurs de développer ensemble des produits et des concepts, y compris pour les points de vente, en

faisant appel aux technologies du Web et de la 3D la plus innovante. 3dswym voit le jour grâce à une alliance sans précédent entre deux leaders mondiaux dans leurs secteurs respectifs. Elle s'appuie sur la connaissance étroite et permanente du consommateur dont dispose Publicis Groupe et sur l'avancée technologique de Dassault Systèmes en matière de technologie 3D et de *Product Lifecycle Management Solutions*. 3dswym va bénéficier du large portefeuille de clients des deux groupes qui comptent, chacun, parmi les plus grands groupes et les plus belles marques en matière de produits industriels ou de grande consommation, et d'enseignes de distribution.

Le 3 juillet 2007, Publicis Groupe a annoncé la conclusion d'un accord pour le rachat de Muraglia, Calzolari & Associati (M,C&A), la plus importante agence média indépendante en Italie. A l'issue de la clôture de l'acquisition, M,C&A sera rebaptisée « M,C&A MediaVest » et restera autonome et distincte au sein de Starcom MediaVest Group Italia. Grâce à cette nouvelle opération, Starcom MediaVest Group Italia deviendra la quatrième agence média en Italie ; Publicis Groupe consolide ainsi sa position en tant que troisième groupe média en Italie.

Le 31 juillet, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition du groupe Communication Central Group (CCG), la plus grosse agence de marketing interactif indépendante de Chine. Avec 200 collaborateurs à Shanghai, Hong Kong, Pékin et Shenzhen, CCG est la seule agence de la région à offrir un tel niveau de prestations et d'activités, depuis la création jusqu'à l'intégration technologique dans des environnements complexes. Cette opération va faire de Publicis Groupe le leader régional de la communication numérique et interactive.

Une fois la transaction clôturée, CCG sera renommée Digitas Greater China. Cette initiative stratégique marque le déploiement international de Digitas en Asie après le Royaume-Uni et la France, à travers l'acquisition de Business Interactif. Digitas Greater China va proposer ses services à tous les clients existants de CCG ainsi qu'aux clients de Digitas implantés en Chine. Digitas va également lancer Prodigious Greater China dans le prolongement de Prodigious US et Europe : elle sera la toute première société de production « stand-alone » combinant innovation technologique et exécution.

Ces opérations de croissance et ces différents accords s'inscrivent clairement dans la stratégie du Groupe devant permettre simultanément une avancée rapide dans les activités numériques, la poursuite de la croissance des services (SAMS), l'expansion du pôle achat d'espace et le développement dans les pays à forte croissance.

Sous réserve des opérations décrites ci-dessus, il n'y a pas d'autre investissement ou cession significative en cours à la date de la présente actualisation du document de référence.



## 6. APERÇU DES ACTIVITÉS

### 6.2.6 Concurrence

Publicis Groupe se classe depuis 2002, année de l'acquisition du groupe Bcom3, au rang de quatrième groupe mondial de communication après Omnicom, WPP et Interpublic (classement suivant le revenu ; source : rapports annuels des sociétés). Le tableau ci-après indique le revenu publié par chacun de ces quatre groupes pour 2006.

	<b>Omnicom</b> (US GAAP) en millions de \$	<b>WPP</b> (IFRS) en millions de £	<b>Interpublic</b> (US GAAP) en millions de \$	<b>Publicis Groupe</b> (IFRS) en millions de €
Revenus	11 377	5 908	6 691	4 386

L'attention du lecteur est appelée sur le fait que les chiffres ci-dessus sont donnés tels que publiés par les groupes concernés, dans la devise et selon le référentiel comptable utilisés pour chacun d'entre eux.

Publicis Groupe doit également faire face à la concurrence d'un certain nombre d'agences publicitaires locales indépendantes sur des marchés du monde entier, proposant des activités SAMS qui se focalisent sur les services de communication spécialisés.

Les marchés de la publicité et de la communication sont, en général, hautement compétitifs et le Groupe est en concurrence avec des agences nationales et internationales. Le Groupe s'attend à une poursuite de l'intensification de la concurrence du fait de la consolidation croissante des budgets de publicité des annonceurs internationaux qui travaillent avec un nombre de plus en plus réduit d'agences.

## 7. ORGANIGRAMME

### 7.2 Liste des filiales importantes

Les informations relatives aux filiales importantes de Publicis Groupe figurent dans le document de référence 2006 de la Société, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2007 sous le numéro D.07-0255 (voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés du document de référence). Ces informations restent exactes, sous réserve des compléments d'actualisation ci-dessous qui sont relatifs aux principales opérations d'acquisition et de cession réalisées par le Groupe entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2007.

#### *Acquisitions*

Le tableau suivant présente la liste des principales filiales acquises par Publicis Groupe au cours du premier semestre de l'année 2007.

<b>Société</b>	<b>Contrôle</b>	<b>Pays</b>	<b>Villes</b>
Digitas, Inc.	100%	Etats-Unis	Boston
Digitas L.L.C.	100%	Etats-Unis	Boston, Chicago, Détroit, New York
Modem Media, Inc.	100%	Etats-Unis	San Francisco
Medical Broadcasting, L.L.C.	100%	Etats-Unis	Philadelphie
DM Europe Limited (UK Ltd.)	100%	Royaume-Uni	Londres
The Mc Ginn Group, L.L.C.	80%	Etats-Unis	Arlington

#### *Cessions*

Aucune des sociétés figurant dans la liste des principales sociétés consolidées au 31 décembre 2006 n'a été cédée au cours de la période.

La majorité des filiales du Groupe est contrôlée à 90% au moins par Publicis Groupe. Certaines filiales peuvent néanmoins être détenues conjointement avec des minoritaires dont les intérêts peuvent être significatifs (allant jusqu'à 49%) et faire l'objet de pactes d'actionnaires. Toutefois, ces filiales ne possèdent pas d'actifs significatifs et ne sont pas amenées à porter de dette ni de trésorerie significatives, la dette et la trésorerie du Groupe étant en effet détenues ou contrôlées à 100% par Publicis Groupe SA.

## **8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS**

### **8.1 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées et charges majeures pesant dessus**

La Société n'a pas planifié, depuis le dépôt du document de référence 2006, d'investissement significatif en immobilisations corporelles ou incorporelles, autres que les investissements courants habituellement effectués par le Groupe dans le cours normal de ses activités.

## 9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

*L'analyse qui suit doit être lue en regard avec les comptes consolidés du Groupe et leurs notes. Elle contient des informations sur les objectifs futurs du Groupe qui impliquent des risques et des incertitudes incluant, en particulier, ceux décrits au chapitre 4 intitulé « Facteurs de risques » de la présente actualisation et du document de référence 2006.*

### 9.1 Introduction

#### *Résultats et situation financière du Groupe*

Les chiffres du premier semestre 2007 présentent un tableau fort contrasté : on constate, d'une part, une croissance qui ne correspond en rien au potentiel du Groupe Publicis mais, d'autre part, d'excellentes performances de marges ou de *cash flow*. Ainsi que le Groupe l'avait pressenti, le deuxième trimestre de l'année 2006 s'est déroulé dans un climat de défiance vis-à-vis de la poursuite de la croissance de l'économie aux Etats-Unis et de crainte d'une dévalorisation importante du dollar. Il en résulte pour le Groupe une croissance modeste qui ne reflète pas ses capacités.

Le résultat net, part du Groupe, s'inscrit à 198 millions d'euros, légèrement supérieur au résultat net du premier semestre 2006. Hors Digitas et malgré une croissance très modeste, le taux de marge opérationnelle s'améliore à 15,3%, comparé aux 15,2% de l'année précédente.

Au 30 juin 2007 la dette nette s'élève à 965 millions d'euros contre 532 millions au 30 juin 2006. Sur le premier semestre 2007, la dette nette est en hausse de 744 millions, l'acquisition de Digitas ayant entraîné une augmentation de la dette du Groupe de 779 millions d'euros. Hors Digitas, la dette nette à fin juin est pour la première fois inférieure à celle du 31 décembre. Le *free cash flow*, hors variation du besoin en fonds de roulement s'élève à 295 millions d'euros, soit une progression remarquable de 36% par rapport à la même période en 2006.

#### *New business*

La performance du Groupe, en termes de new business, a été très bonne au premier semestre 2007 avec 3,5 milliards de dollars de budgets engrangés depuis le début de l'année.

Parmi les principaux gains de budgets, le Groupe compte les annonceurs suivants :

#### *Leo Burnett*

GMC (Etats-Unis), Learning and Skills Council (Royaume-Uni), Orange (Roumanie), Seek (Australie), Coke/Red Lounge (Chine), Wrigley (Chine), Coca-Cola (Royaume-Uni), Philip Morris International (Australie), Coca-cola Japan company (Japon), Hewlett Packard (Singapour)

#### *Publicis*

Procter & Gamble/ Oral B (global), Airbus (Royaume-Uni), Renault (ext.7 pays), Newell Rubbermaid (Etats-Unis), FastWeb (Italie), ANIA (Italie), Girard-Perregaux (Allemagne), Coca-cola (Australie), JC Decaux (Belgique), Ubisoft (Canada), Honda (Chine)

*Saatchi & Saatchi*

Wendy's (Etats-Unis), MSIG Insurance (Singapour/Asie), Electrolux (Brésil), Ciba Vision (global), Barclays Capital (Royaume-Uni), Gruppo Solido (Italie), Sony Ericsson (Australia), Deutsche Telecom/t-Mobile (Pays-Bas), Toyota (Egypte), NYS Dept of Economic Development – I Love NY (USA/NY),

*Starcom MediaVest Group*

Wal-Mart (Etas-Unis), Wendy's (Etats-Unis), Cranium (Etats-Unis), Future Group (Inde), Rhene Pharmaceutical (Chine), NG (Etats-Unis), Travelers (Etats-Unis), Johnson Controls (Etats-Unis), Toshiba (Allemagne), Microsoft (Philippines)

*ZenithOptimedia (conseil et achat média)*

HP - digital - search engine marketing (International), Sabanci (Turquie), Mio Technology (Europe), H&M (France), NRJ Group / NRJ Mobile (France), Nespresso (France), 20th Century Fox (Etats-Unis), MGM Grand Macau (Chine / Asie), KIA (Chine), Wyeth Healthcare (Chine)

*PHCG*

Amylin-Lilly / Symlyn / Byetta (Etats-Unis), Boeringer Ingelheim (Etats-Unis), Galderma, Danone (Espagne), Merck (Australie)

*PRCC*

France Express (France), Thalys (France), Orange (France), Suez (France), Gecina-Resico (France), Zürich (Royaume-Uni), Atol (France) Loblaw Companies (Canada), General Mills (Etats-Unis et Royaume-Uni), Royal and Sun Alliance (Royaume-Uni)

*Digitas*

Sanofi-Aventis / Sculptura, NovoNordisk, Viacord / Viacell

*Kaplan Thaler Group (US)*

TiVo (Etas-Unis)

*Fallon*

Asda (Royaume-Uni), Eurostar (Royaume-Uni), Cadbury (Royaume-Uni), Fox Motion Picutres (Japon)

Les pertes de budgets les plus significatives incluent :

*Leo Burnett*

Saudi Telecom Company (Arabie Saoudite), Joe (Roumanie), Kooperativa (République Tchèque), TCL (Kuala Lumpur)

*Publicis*

Post Office (Royaume-Uni), Sprint (Etats-Unis), Mercury Energy (Australie), United Breweries (Inde), Nissan (Chine)

*Saatchi & Saatchi*

International Olympic Committee, Toyota (Hongrie), Dr Martens (Etats-Unis), Bel Group – Babybel & Leerdammer brands (France)

*Starcom MediaVest Group*

Macy's/Federated Department Stores (Etats-Unis), Masterfoods (Italie), Sony Australie (Australie), Debitel (Allemagne)

*ZenithOptimedia (conseil et achat média)*

Leapfrog (Etats-Unis), Kerr McGee (Etats-Unis), Arcelor Mittal (France), Chambre de Commerce et d'industrie de Paris (France), Novartis (France), Varma (Espagne)

*PRCC*

PCW (France), Danone (Royaume-Uni), UCB (Etats-Unis), Boston Consulting Group (France)

*Publicis Healthcare Communications Group*

Altana/sa (Alvesco) and GSK (Coreg)

Il convient de préciser que les données du présent paragraphe 9.1 ne sont pas issues du reporting financier mais résultent d'une estimation des investissements publicitaires media annualisés sur les budgets gagnés (nets des pertes) de clients nouveaux ou existants.

## **9.2 Croissance organique**

Lorsque le Groupe compare ses résultats d'une année sur l'autre, il estime l'impact sur le revenu de l'évolution des taux de change, des acquisitions et cessions, et de la croissance organique. La croissance organique, qui représente la croissance du revenu à périmètre et taux de change constants, se calcule comme suit :

- le revenu de l'année précédente est d'abord recalculé au taux de change moyen de la période en cours
- le revenu des acquisitions (nets de celui des sociétés cédées lorsqu'il y en a) est retranché du revenu de l'année en cours en vue de neutraliser l'impact des changements de périmètre sur la croissance.

La différence entre le revenu de l'année précédente (reconverti au taux de change de la période en cours) et le revenu de l'année en cours, après déduction de revenu des acquisitions (net de celui des sociétés cédées), est rapportée au revenu de la période précédente pour déterminer le pourcentage de croissance organique.

Le Groupe estime que l'analyse de la croissance organique du revenu fournit une meilleure appréhension de sa performance et de son évolution que celle du revenu publié car elle permet des comparaisons plus pertinentes entre le revenu de l'exercice en cours et celui des périodes précédentes. De plus, le revenu déterminé à périmètre et taux de change constants constitue également une mesure de performance communément utilisée dans son secteur d'activité.

Le revenu déterminé à périmètre et taux de change constants n'est pas audité et ne constitue pas un instrument de mesure de la performance selon les normes IFRS et peut ne pas être comparable à des données désignées de façon similaire par d'autres entreprises.

<i>en millions d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> trimestre 2007</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre 2007</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2007</b>
Revenu 2006	994	1 128	2 122
Impact des taux de change	(46)	(37)	(83)
Revenu 2006 au taux de change 2007 (a)	948	1 091	2 039
Revenu 2007 avant impact des acquisitions (b) <sup>(1)</sup>	976	1 096	2 072
Revenu des acquisitions <sup>(1)</sup>	83	93	176
Revenu 2007	1 059	1 189	2 248
<b>Croissance organique (b) / (a)</b>	<b>3,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,6%</b>

<sup>(1)</sup> Nettes de cessions

### 9.3 Commentaires et analyse des résultats consolidés annuels des exercices clos au 30 juin 2007

#### 9.3.1 Revenus

Le revenu consolidé de Publicis Groupe au 30 juin 2007 s'est élevé à 2 248 millions d'euros contre 2 122 millions sur la même période en 2006, soit une augmentation de 6%. Cette évolution positive est due à la bonne progression de Saatchi & Saatchi, de PGM, à la consolidation de Digitas et Modem Media depuis la fin janvier et malgré une évolution des cours de change défavorable sur le premier semestre de l'année 2007 (impact négatif de 83 millions d'euros), le taux de change moyen du dollar américain contre l'euro ayant baissé de 7,6% sur la période.

La croissance organique pour les six premiers mois de l'année 2007 est de 1,6%, après une croissance de 3% au premier trimestre. Cette faible croissance traduit à la fois une base de comparaison défavorable due à des budgets perdus ou arrêtés fin 2005 et en 2006, mais qui contribuaient encore aux revenus du premier semestre 2006, et le fait que les revenus issus des gains de contrats ces derniers mois n'aient pas encore créé de revenus sur 2007. Cette situation devrait se résorber au troisième trimestre. On peut noter essentiellement la contre performance de Leo Burnett et de Publicis Worldwide. Saatchi & Saatchi et Publicis Groupe Media affichent pour leur part une croissance soutenue alors que les difficultés de certains clients dans le secteur pharmaceutique ont provoqué un fort retrait chez Publicis Healthcare et Publicis Events. Par région, la plupart des pays émergents connaissent une croissance forte, avec une belle performance de la Chine. L'Europe comme le continent nord-américain connaissent une croissance quasiment stable.

*Il convient de préciser que le revenu ne comprend pas l'achat et la vente d'espaces proprement dits mais seulement les commissions et les honoraires perçus par le Groupe à l'occasion de ces opérations.*

#### **Revenu par zone géographique**

La croissance des revenus du Groupe au cours du premier semestre 2007 (6%) recouvre des réalités très contrastées par zone géographique.

Les revenus et la croissance organique (1,6%) sur la période se répartissent de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre</b>		<i>Croissance 1<sup>er</sup> semestre 2007</i>	
	<b>2007</b>	<b>2006</b>	<b>Globale</b>	<b>Organique</b>
Europe	846	820	3,2%	0,2%
Amérique du Nord	1 008	922	9,3%	1,2%
Asie-Pacifique	235	224	4,9%	5,1%
Amérique latine	104	104	-	5,4%
Reste du monde	55	52	5,8%	10,4%
<b>Total</b>	<b>2 248</b>	<b>2 122</b>	<b>6%</b>	<b>1,6%</b>

Globalement, les gains de budgets publicitaires 2006 ont surtout bénéficié à l'Afrique et au Moyen-Orient, à l'Asie-Pacifique, à l'Amérique du Nord, et, dans une moindre mesure, à l'Amérique Latine, l'Europe étant encore très faible. Les activités santé croissent fortement en Asie-Pacifique mais restent très faibles ailleurs. Les activités média affichent de fortes croissances sur toutes les zones à l'exception du Moyen-Orient.

#### *Europe*

En Europe, la croissance est restée dans l'ensemble stagnante avec cependant des situations très fortement contrastées. Si l'Europe de l'Ouest n'a pas renoué avec la croissance au cours des six premiers mois de l'année 2007, et ceci pour presque toutes les activités à l'exception des activités média, l'Europe Centrale et



l'Europe de l'Est affichent une croissance élevée. L'Europe du Sud, malgré un ralentissement au deuxième trimestre termine la période en croissance.

La France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont terminé le semestre avec la même absence de croissance qu'au premier trimestre. La Suisse poursuit une croissance remarquée.

#### *Amérique du Nord*

Pour l'Amérique du Nord, la croissance globale se poursuit dans la ligne du premier trimestre, affichant une faiblesse apparente. Les contre-performances de l'événementiel et du *selling solutions* des activités santé masquent l'excellente performance des réseaux, notamment de Saatchi & Saatchi, de la communication spécialisée et des média sur la période. Leo Burnett et Publicis Worldwide bénéficieront de gains de budgets au second semestre.

Pour le seul deuxième trimestre, les revenus et les taux de croissance sont les suivants :

<i>en millions d'euros</i>	<b>2<sup>ème</sup> trimestre</b>		<i>Croissance 2<sup>ème</sup> trimestre 2007</i>	
	<b>2007</b>	<b>2006</b>	<b>Globale</b>	<b>Organique</b>
Europe	457	446	2,5%	- 1,1%
Amérique du Nord	516	477	8,2%	- 0,6%
Asie-Pacifique	127	116	9,5%	8,9%
Amérique latine	57	57	-	1,9%
Reste du monde	32	32	-	5,9%
<b>Total</b>	<b>1 189</b>	<b>1 128</b>	<b>5,4%</b>	<b>0,5%</b>

#### *Asie-Pacifique*

Après une croissance globale un peu décevante au premier trimestre, la plupart des pays de la région, à l'exception de la Corée et de l'Australie, retrouvent des taux de croissance correspondant au développement accéléré des économies émergentes. Le Japon bénéficie d'une forte performance des réseaux, plus particulièrement de Saatchi & Saatchi ainsi que des activités liées à la santé. La Chine renoue fortement avec la croissance, conformément à la stratégie et aux choix annoncés.

#### *Reste du monde*

Le premier semestre s'achève avec une croissance faible en Amérique Latine essentiellement due à un problème ponctuel au Brésil et malgré une excellente performance de Leo Burnett. L'Afrique et le Moyen-Orient terminent le semestre en forte croissance.

### 9.3.2 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle avant amortissements, qui s'élève à 392 millions d'euros au premier semestre, progresse de 4% par rapport à un montant de 376 millions réalisé au premier semestre 2006.

Les charges de personnel, en augmentation de 8%, ont progressé plus rapidement que le revenu, s'élevant à 1 402 millions d'euros sur les six premiers mois de l'année 2007 contre 1 304 millions pour la même période en 2006. Ceci s'explique principalement par l'accroissement des effectifs, lié au traitement de nouveaux budgets remportés ainsi qu'à des embauches rendues nécessaires au développement d'activités liées au numérique. Les autres coûts opérationnels progressent de 3%, le poids relatif des frais de fonctionnement et des frais commerciaux diminuant sensiblement (20,2% pour 2007 à comparer à 20,8% pour la même période en 2006). La dotation aux amortissements pour le semestre est de 55 millions d'euros contre 53 millions en 2006.

La marge opérationnelle atteint 337 millions d'euros, soit une progression de 4% comparé à une marge opérationnelle de 323 millions pour les six premiers mois de 2006. Le taux de marge opérationnelle pour le premier semestre s'élève à 15% contre 15,2% au premier semestre 2006. Ce léger retrait est dû à la dilution mécanique induite pour l'essentiel par la consolidation de Digitas. Hors Digitas, ce taux s'élève à 15,3%, à comparer à 15,2% pour le premier semestre 2006.

Après amortissements des incorporels liés aux acquisitions en augmentation (15 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 12 millions d'euros l'année précédente), en raison de la consolidation de Digitas, et des produits non courants nets de 9 millions d'euros (provenant de cessions d'immobilisations et de participations) contre 1 million en 2006, le résultat opérationnel s'est élevé à 331 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 312 millions l'année précédente.

### 9.3.3 Autres postes du compte de résultat

Le résultat financier s'est élevé à (38) millions d'euros au premier semestre 2007 contre (29) millions en 2006. Cette hausse est essentiellement due au coût de financement de l'opération Digitas (1,3 milliard de dollars payés fin janvier 2007).

La charge d'impôt de la période est de 88 millions en 2007, compte tenu d'un taux effectif d'impôt prévisionnel de 30%, conforme à l'objectif que le Groupe s'était fixé pour 2007. La charge d'impôt est d'un niveau équivalent à celle de l'année précédente, mais pour un taux effectif de 31,1% en 2006. Le Groupe poursuit activement son programme de réorganisation et d'optimisation fiscale.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 6 millions d'euros, en baisse par rapport à l'année précédente (17 millions d'euros), mais ce chiffre incluait la quote-part dans les résultats d'iSe (marketing interactif) à hauteur de 13 millions (contre 1 million au premier semestre 2007).

Les intérêts minoritaires se sont élevés à 13 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 15 millions d'euros l'année précédente).

Le résultat net part du Groupe s'est élevé à 198 millions d'euros contre 197 millions d'euros au premier semestre 2006.

## 10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX

### 10.1 Source et montant des flux de trésorerie du Groupe et description de ces flux de trésorerie

#### *Flux de trésorerie*

Les flux nets de trésorerie créés par l'activité se sont élevés à 132 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 4 millions en 2006. Le besoin en fonds de roulement a connu une dégradation habituelle à cette période à hauteur de 183 millions d'euros, qui est à comparer à la dégradation de 252 millions d'euros de 2006. L'impôt payé a été de 84 millions d'euros au premier semestre contre 119 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente, principalement du fait de la baisse de l'impôt payé aux États-Unis et des effets de change. Les intérêts payés se sont élevés à 39 millions d'euros au 30 juin 2007 d'un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente, une diminution identique étant également constatée sur les intérêts encaissés (28 millions en 2007 contre 30 millions en 2006).

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 842 millions d'euros au premier semestre 2007 contre une utilisation de 71 millions l'année précédente. Les investissements en immobilisations (nets) ont été limités à 26 millions d'euros contre 35 millions d'euros en 2006. Les acquisitions de filiales nettes de cessions ont représenté un investissement de 822 millions d'euros dont la plus grande partie, 779 millions d'euros, correspond à la trésorerie nette décaissée pour l'acquisition de Digitas, contre 32 millions pour l'année 2006. Quelques autres acquisitions ainsi que des paiements d'earn-out et buy-out ont également été réalisés pour des montants de 63 millions d'euros au total.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les dividendes versés, la variation des emprunts et les opérations sur les actions propres et bons de souscription d'action émis par la Société. Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 54 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 268 millions d'euros au premier semestre 2006. L'important besoin de 2006 avait été créé par le rachat des Bons de Souscription d'Actions pour 200 millions d'euros et par des remboursements d'emprunts (essentiellement Oceane 2018, suite à l'exercice partiel du *put* par certains porteurs en janvier) pour 50 millions d'euros. Au premier semestre 2007, Publicis a consacré 60 millions d'euros aux achats d'actions propres effectués dans le cadre de son programme de rachat d'actions (hors contrat de liquidité). Le montant des acquisitions nettes des cessions réalisées suite aux levées d'options et y compris les opérations d'achat/vente du contrat de liquidité s'est élevé au premier semestre 2007 à 29 millions d'euros. Les actions auto-détenues au 30 juin 2007 (14 805 674 actions) représentent 7,44% du capital.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 765 millions d'euros (montant qui correspond globalement au montant net décaissé pour l'acquisition de Digitas) contre une diminution de 368 millions d'euros l'année précédente.

### Free cash flow

Le free cash flow du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) a augmenté de 36% passant de 217 millions d'euros (au premier semestre 2006) à 295 millions d'euros (au premier semestre 2007). Le free cash flow est un indicateur utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession des participations, et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement). Le tableau suivant présente le calcul du free cash flow du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) pour le premier semestre de 2007 et celui de 2006 :

<i>en millions d'euros</i>	<b>Au 30 juin</b>	
	<b>2007</b>	<b>2006<sup>(1)</sup></b>
Flux de trésorerie générés par l'activité	132	4
Investissements en immobilisations (nets)	(20)	(39)
<b>Free cash flow</b>	<b>112</b>	<b>(35)</b>
Neutralisation de la variation du BFR	183	252
<b>Free cash flow avant variation du BFR</b>	<b>295</b>	<b>217</b>

<sup>(1)</sup> Le free cash flow (hors variation du besoin en fonds de roulement) publié pour le premier semestre 2006 était de 208 millions d'euros. Du fait du reclassement des frais de restructuration payés dans la variation du besoin en fonds de roulement, il a été porté à 217 millions d'euros.

## 10.2 Informations sur les capitaux et l'endettement du Groupe (à court et à long terme)

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 2 080 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 2 213 millions d'euros au 30 juin 2007. L'augmentation des capitaux propres est due à deux éléments principaux : le résultat net de la période (198 millions d'euros) d'une part et l'inscription en capitaux propres du coût des stocks options Digitas (64 millions d'euros) pour la période antérieure à l'acquisition (en contrepartie du goodwill) d'autre part. Les intérêts minoritaires s'élèvent à 29 millions d'euros, contre 27 millions au 31 décembre 2006.

L'endettement financier net est passé de 221 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 965 millions d'euros au 30 juin 2007 : cette forte augmentation de l'endettement net s'explique en grande partie par l'utilisation de la trésorerie disponible pour financer l'acquisition de Digitas (1,3 milliard de dollars) et dans une moindre mesure, par la baisse des ressources de trésorerie liée au besoin en fonds de roulement comme cela est toujours le cas au premier semestre. Toutefois, la variation des besoins en fonds de roulement au cours du premier semestre 2007 s'est améliorée par rapport à la période comparable de l'année précédente grâce notamment à des efforts de gestion pour raccourcir les délais de recouvrement.

L'endettement financier net au 30 juin 2007 et au 31 décembre 2006 se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>31 décembre 2006</b>
Dettes financières (long et court terme)	2 107	2 114
Juste valeur du dérivé sur couverture d'investissement net <sup>(1)</sup>	24	25
Juste valeur des dérivés sur prêts / emprunts intragroupe <sup>(1)</sup>	0	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 166)	(1 920)
<b>Endettement financier net</b>	<b>965</b>	<b>221</b>

<sup>(1)</sup> Présentés en « Autres créances et actifs courants » et « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé

Le ratio Dette nette / fonds propres est ainsi passé de 0,10 au 31 décembre 2006 à 0,43 au 30 juin 2007. La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2007 s'élevait à 1 166 millions d'euros contre 677 millions d'euros au premier semestre 2006. Si l'on exclut l'effet de l'acquisition de Digitas, la dette nette moyenne du premier semestre 2007 ressort à 453 millions d'euros, soit une amélioration de 224 millions d'euros par rapport à l'année précédente.

La dette brute du Groupe s'élève à 2 107 millions d'euros au 30 juin 2007 contre 2 114 millions d'euros au 31 décembre 2006, composée de plus de 90% d'échéances à plus d'un an et de 17% d'échéances à plus de cinq ans. (Voir note 14 des comptes consolidés au 30 juin 2007 pour un échéancier détaillé des dettes du Groupe).

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (55% de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachats de minoritaires au 30 juin 2007) dont le taux moyen pour le premier semestre 2007 est de 6,1% (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion Océanes et Oranes entre une partie dettes et une partie capitaux propres). La partie de la dette à taux variable (45% de la dette au 31 décembre 2006) fait ressortir un taux moyen pour le premier semestre 2007 de 6,1%.

La dette financière du Groupe est libellée majoritairement en euros et en dollars américains. Compte tenu du *swap* opéré sur l'Eurobond, la décomposition de la dette au 30 juin 2007 par devise est la suivante : 1 030 millions d'euros libellés en euros, 909 millions d'euros libellés en dollars américains, et 168 millions d'euros libellés en autres devises.

### **10.3 Information sur les conditions d'emprunt et la structure du financement du Groupe**

Outre ses propres disponibilités, qui s'élèvent à 1 166 millions d'euros au 30 juin 2007, le Groupe dispose de lignes de crédit mobilisables pour un montant total de 1 544 millions d'euros à cette même date. Au 30 juin 2006, ces lignes de crédit incluent un crédit syndiqué multi-devises de 1 035 millions d'euros à échéance décembre 2009. Ce crédit syndiqué a été amendé en date du 24 juillet 2007 pour allonger la maturité à juillet 2012, avec option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques et parallèlement porter le montant à 1 500 millions d'euros.

La gestion de la trésorerie du Groupe a été optimisée par la mise en place, dans les principaux pays, de centres de gestion de trésorerie centralisés (*cash-pooling domestiques*). En 2006, une structure de *cash-pooling* international a été créée en vue de centraliser l'ensemble des liquidités au niveau du Groupe.

Il convient de préciser en outre que la grande majorité des disponibilités est détenue par des filiales situées dans des pays où les fonds sont transférables ou centralisables librement.

Depuis décembre 2005, le Groupe est noté par les deux premières agences internationales Standard & Poor's et Moodys. Après l'annonce de l'acquisition de Digitas, le 20 décembre 2006, jour de signature des accords, les notes sont : BBB+ mention *outlook négatif* pour Standard & Poor's et Baa2 mention *stable outlook* pour Moodys.

### **10.4 Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations du Groupe**

Au 30 juin 2007, ainsi qu'à la date de la présente actualisation, il n'y a ni *rating trigger* ni *financial covenants* sur les lignes bancaires court terme, le crédit syndiqué ou les dettes obligataires.

Il convient par ailleurs de noter qu'il n'existe pas de restrictions légales ou économiques susceptibles de limiter ou restreindre de façon significative dans un avenir prévisible les flux financiers vers la société-mère.

#### **10.5 Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1**

Compte tenu des disponibilités (1 166 millions d'euros au 30 juin 2007) d'une part et des lignes bancaires mobilisables (1 544 millions d'euros à la même date, avant augmentation du montant total du crédit syndiqué de 435 millions d'euros, intervenue le 24 juillet 2007) d'autre part, le Groupe dispose des liquidités nécessaires tant pour faire face à son cycle d'exploitation qu'à son plan d'investissement des 12 mois à venir, dont une étape imminente est l'acquisition, après prise de contrôle à hauteur de 49% dans le capital de Business Interactif le 6 juillet 2007, des 51% restants au travers d'une offre publique pour un montant total maximum en numéraire de 34 millions d'euros.

## 12. INFORMATION SUR LES TENDANCES

La croissance du premier semestre ne reflète en rien les capacités du Groupe et n'indique aucune difficulté autre que conjoncturelle. Le new business, indicateur précieux du dynamisme de toute entreprise du secteur, est très sain avec un volume estimé à 3,5 milliards de dollars américains pour les six premiers mois de l'année. Publicis Groupe est classé premier du secteur pour l'ensemble du semestre.

Dans ce contexte, le Groupe prévoit un deuxième semestre bien meilleur que le premier et devant conduire en l'état de la connaissance des chiffres à une croissance entre 4% et 5%.

De nombreux facteurs portent à un optimisme raisonné :

- le new-business mais surtout le dynamisme des équipes du Groupe et l'adéquation de l'offre de Publicis aux besoins des annonceurs et aux nouveaux comportements des consommateurs ;
- le fait que, bien avant ses concurrents, Publicis Groupe ait perçu la formidable accélération et le changement d'échelle du secteur numérique, ce qui a conduit le Groupe à procéder très tôt à l'acquisition de Digitas ;
- les efforts et initiatives de Publicis dans le domaine du numérique depuis de nombreuses années, qui permettent d'en maîtriser l'usage et la technologie et de développer des propositions nouvelles, attractives et innovantes comme Blogbang ou Honeyshed ou, tout simplement, la convergence analogique et numérique dans toutes les agences du Groupe ; et
- une situation financière solide et un *cash flow* en augmentation, qui permettent d'envisager des développements nouveaux.

Tout ceci fait probablement de Publicis le groupe le mieux armé pour faire face aux défis de l'évolution irrésistible du marché et pour en tirer le meilleur parti.

Par ailleurs, l'année 2007 sera marquée par la poursuite du programme de réduction des coûts « Horizon » et surtout par l'intégration de Digitas (toutefois la prise en charge de coûts exceptionnels liés à l'acquisition figurera dans le compte de résultat 2007 selon les normes IFRS). Les synergies prévues à l'occasion de l'intégration de Digitas (estimées à 12 millions d'euros) et les diverses acquisitions effectuées sur la période auront leur plein effet sur l'année 2008.

L'ensemble de ces actions, couplé à un environnement économique stable, permet au Groupe de confirmer son objectif de 16,7% de taux de marge opérationnelle en 2008.

**14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GÉNÉRALE**

**14.1 Membres du Directoire et du Conseil de Surveillance**

*Membres du Directoire*

La composition du Directoire n'a pas été modifiée.

*Membres du Conseil de Surveillance*

La composition du Conseil de Surveillance n'a pas été modifiée mais l'Assemblée générale du 4 juin 2007 a procédé au renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Félix George Rohatyn pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.



## 18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 18.1 Actionnaires significatifs et droits de vote

Au 30 juin 2007, aucun actionnaire, à la connaissance de la Société, ne détenait, directement ou indirectement, individuellement ou de concert, une participation égale ou supérieure à 5% de son capital (une telle personne étant désignée comme un « actionnaire significatif »), à l'exception des personnes décrites ci-dessous. Les statuts prévoient que chaque actionnaire bénéficie d'un nombre de droits de vote proportionnel au nombre d'actions qu'il détient, à l'exception des actions détenues par le même actionnaire en la forme nominative depuis au moins deux ans qui comportent un droit de vote double. Aucune action de préférence et aucun titre sans droit de vote n'a été émis par la Société.

#### Répartition du capital et des droits de vote de la Société :

Au 30 juin 2007	Actions détenues	% <sup>(4)</sup> du capital	Droits de vote	% <sup>(5)</sup> des droits de vote
A/ Actionnaires détenant plus de 5% du capital				
Elisabeth Badinter <sup>(1)</sup>	20 072 339	10,09	40 144 678	16,76
Dentsu Inc <sup>(2)</sup>	18 168 136	9,13	35 994 240	15,03
SEP Dentsu-Badinter <sup>(3)</sup>	10 864 772	5,46	17 379 544	7,25
B/ Actions auto détenues	14 805 674	7,44	0	0
C/ Morgan Stanley (porteur)	10 899 000	5,48	10 899 000	4,55
D/ Public (nominatif et porteur)	124 112 278	62,40	135 116 930	56,41
<b>Total</b>	<b>198 922 199</b>	<b>100,00</b>	<b>239 534 392</b>	<b>100,00</b>

<sup>(1)</sup> Madame Elisabeth Badinter détient 3,42% d'actions en pleine propriété (représentant 5,68% des droits de vote) et 6,67% d'actions en usufruit, la nue-propriété étant détenue par ses enfants (représentant 11,08% des droits de vote).

<sup>(2)</sup> Ces chiffres n'incluent pas les actions détenues par la SEP et dont Dentsu peut être considérée comme le propriétaire effectif au titre du pacte d'actionnaires conclu entre Elisabeth Badinter et Dentsu (voir le chapitre « Pacte d'actionnaires conclu entre Elisabeth Badinter et Dentsu » pour plus de détails). A ce titre, Dentsu serait le propriétaire effectif de 29 032 907 actions, représentant 14,59% du capital de la Société et 22,29% des droits de vote (en tenant compte des droits de vote double).

Les droits de vote de Dentsu sont limités par convention à 15%.

<sup>(3)</sup> Cette société en participation a été créée en septembre 2004 par Dentsu et Mme Badinter afin de mettre en œuvre la limitation des droits de vote de Dentsu à 15%. Voir le chapitre « Pacte d'actionnaires conclu entre Elisabeth Badinter et Dentsu » pour plus de détails.

<sup>(4)</sup> Les pourcentages sont calculés sur le nombre total d'actions émises par la Société, y compris les actions autodétenues.

<sup>(5)</sup> Les pourcentages sont calculés sur le nombre total d'actions émises par la Société, abstraction faite des actions autodétenues qui sont privées du droit de vote, et tiennent compte du droit de vote double attaché à certaines actions.

Au cours du premier semestre 2007, la société Morgan Stanley & Co. International Plc a déclaré à l'Autorité des marchés financiers avoir franchi le seuil légal de 5% à la hausse le 29 juin 2007 et à la baisse le 4 juillet 2007.

## **19. OPÉRATION AVEC DES APPARENTÉS**

La Société n'a pas eu connaissance de nouvelles conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce qui auraient été conclues depuis la clôture de l'exercice 2006.

Les conventions avec des apparentés sont décrites dans le document de référence 2006 ; la Société n'a pas eu connaissance de nouvelles conventions avec des apparentés depuis la fin de l'exercice 2006, étant précisé que la Société a signé le 28 juin 2007 avec la société Deutsche Bank un contrat par lequel est confié à cette dernière le rachat pour son compte de ses actions, dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 4 juin 2007 dans sa dixième résolution, programme dont il est fait état au 21.1.3 de la présente actualisation.

**20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR**

**20.1 Comptes consolidés**

*Compte de résultat consolidé*

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006 <sup>(1)</sup></b>	<b>2006</b>
<b>Revenu</b>		<b>2 248</b>	<b>2 122</b>	<b>4 386</b>
Charges de personnel	3	(1 402)	(1 304)	(2 630)
Autres charges opérationnelles		(454)	(442)	(936)
<b>Marge opérationnelle avant amortissements</b>		<b>392</b>	<b>376</b>	<b>820</b>
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	(55)	(53)	(107)
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>337</b>	<b>323</b>	<b>713</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	(15)	(12)	(22)
Perte de valeur	4	-	-	(31)
Autres produits et charges non courants	5	9	1	29
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>331</b>	<b>312</b>	<b>689</b>
Coût de l'endettement financier net	6	(35)	(23)	(36)
Autres charges et produits financiers	6	(3)	(6)	(14)
<b>Résultat avant impôt des entreprises consolidées</b>		<b>293</b>	<b>283</b>	<b>639</b>
Impôt sur le résultat	7	(88)	(88)	(192)
<b>Résultat net des entreprises consolidées</b>		<b>205</b>	<b>195</b>	<b>447</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	6	17	22
<b>Résultat net</b>		<b>211</b>	<b>212</b>	<b>469</b>
Dont intérêts minoritaires		13	15	26
Dont part du Groupe		198	197	443

<b>Données par action <sup>(1)</sup> (en euros)</b>	8			
<i>Nombre d'actions</i>		208 854 265	210 447 414	209 611 690
Bénéfice net par action		0,95	0,94	2,11
<i>Nombre d'actions dilué</i>		241 572 582	241 491 601	240 064 428
Bénéfice net par action – dilué		0,89	0,88	1,97

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

**Bilan consolidé**

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>31 décembre 2006 <sup>(1)</sup></b>
<b>Actif</b>			
Ecarts d'acquisition nets	9	3 515	2 840
Immobilisations incorporelles nettes		879	693
Immobilisations corporelles nettes		522	511
Impôts différés actifs		263	186
Titres mis en équivalence	10	51	44
Autres actifs financiers	11	117	118
<b>Actifs non courants</b>		<b>5 347</b>	<b>4 392</b>
Stocks et en-cours de production		548	430
Clients et comptes rattachés		4 579	4 550
Autres créances et actifs courants		475	413
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 166	1 920
<b>Actifs courants</b>		<b>6 768</b>	<b>7 313</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>12 115</b>	<b>11 705</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>31 décembre 2006 <sup>(1)</sup></b>
<b>Passif</b>			
Capital		80	79
Réserves consolidées, part du Groupe		2 133	2 001
<b>Capitaux propres, part du Groupe</b>	<i>12</i>	<b>2 213</b>	<b>2 080</b>
Intérêts minoritaires		29	27
<b>Total capitaux propres</b>		<b>2 242</b>	<b>2 107</b>
Dettes financières à plus d'un an	<i>14</i>	1 914	1 911
Impôts différés passifs		283	216
Provisions à long terme	<i>13</i>	446	509
<b>Passifs non courants</b>		<b>2 643</b>	<b>2 636</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		5 285	5 270
Dettes financières à moins d'un an	<i>14</i>	193	203
Dettes d'impôts sur les sociétés		193	149
Provisions à court terme	<i>13</i>	120	116
Autres dettes et passifs courants		1 439	1 224
<b>Passifs courants</b>		<b>7 230</b>	<b>6 962</b>
<b>Total du passif</b>		<b>12 115</b>	<b>11 705</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

**Tableau des flux de trésorerie consolidés**

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006 <sup>(1)</sup></b>	<b>2006 <sup>(1)</sup></b>
<b>I- Flux de trésorerie liés à l'activité</b>			
Résultat net	211	212	469
Impôt sur le résultat	88	88	192
Coût de l'endettement financier net	35	23	36
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(9)	(1)	(27)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	70	65	160
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	14	7	16
Autres produits et charges calculés	4	5	11
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(6)	(17)	(22)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	3	4	19
Impôt payé	(84)	(119)	(229)
Intérêts financiers payés	(39)	(41)	(85)
Intérêts financiers encaissés	28	30	74
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité <sup>(2)</sup>	(183)	(252)	(21)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>132</b>	<b>4</b>	<b>593</b>
<b>II- Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(35)	(36)	(81)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	1	32
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	6	(4)	(3)
Acquisitions de filiales	(842)	(39)	(58)
Cessions de filiales	20	7	11
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(842)</b>	<b>(71)</b>	<b>(99)</b>
<b>III- Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Augmentation de capital de Publicis Groupe SA	2	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(66)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées	(12)	(12)	(23)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	-	5	19
Remboursement des emprunts	(15)	(50)	(52)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et Bons de souscription d'actions	(29)	(211)	(264)
Encaissement provenant des opérations de couverture	-	-	36
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(54)</b>	<b>(268)</b>	<b>(350)</b>
<b>IV- Incidence des variations de taux de change</b>	<b>(1)</b>	<b>(33)</b>	<b>(139)</b>
<b>Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)</b>	<b>(765)</b>	<b>(368)</b>	<b>5</b>

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006 <sup>(1)</sup></b>	<b>2006 <sup>(1)</sup></b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 920	1 980	1 980
Soldes créditeurs de banques au 1er janvier	<u>(30)</u>	<u>(95)</u>	<u>(95)</u>
Trésorerie à l'ouverture	1 890	1 885	1 885
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 166	1 612	1 920
Soldes créditeurs de banques à la clôture	<u>(41)</u>	<u>(95)</u>	<u>(30)</u>
Trésorerie à la clôture	1 125	1 517	1 890
<b>Variation de la trésorerie consolidée</b>	<b>(765)</b>	<b>(368)</b>	<b>5</b>

<sup>(2)</sup> *Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité*

Variation des stocks et en-cours de production	(96)	(24)	(46)
Variation des créances clients et autres créances	(60)	(387)	(526)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	<u>(27)</u>	<u>159</u>	<u>551</u>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>(183)</b>	<b>(252)</b>	<b>(21)</b>

<sup>(1)</sup> *Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2 et reclassement des frais de restructuration payés dans la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.*

**Tableau de variation des capitaux propres**

Nombre d'actions en circulation	en millions d'euros	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
184 069 246	<b>31 décembre 2005</b>	<b>79</b>	<b>2 584</b>	<b>(725)</b>	<b>118</b>	<b>2 056</b>	<b>20</b>	<b>2 076</b>
	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres <sup>(1)</sup>				(70)	(70)	(1)	(71)
	Résultat net du semestre <sup>(1)</sup>			197		197	15	212
	<b>Total des produits et charges du semestre</b>			<b>197</b>	<b>(70)</b>	<b>127</b>	<b>14</b>	<b>141</b>
2 500	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA							
	Dividendes			(66)		(66)	(12)	(78)
	Rémunérations fondées sur des actions			7		7		7
	Rachat de bons de souscription d'actions			(201)		(201)		(201)
	Intérêts complémentaires sur Oranes			(1)		(1)		(1)
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat de minoritaires						(1)	(1)
(358 550)	Achats/Ventes d'actions propres			(12)		(12)		(12)
183 713 196	<b>30 juin 2006 <sup>(1)</sup></b>	<b>79</b>	<b>2 584</b>	<b>(801)</b>	<b>48</b>	<b>1 910</b>	<b>21</b>	<b>1 931</b>

Nombre d'actions en circulation	en millions d'euros	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
183 603 878	<b>31 décembre 2006</b>	<b>79</b>	<b>2 631</b>	<b>(645)</b>	<b>15</b>	<b>2 080</b>	<b>27</b>	<b>2 107</b>
	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres				(23)	(23)	-	(23)
	Résultat net du semestre			198		198	13	211
	<b>Total des produits et charges du semestre</b>			<b>198</b>	<b>(23)</b>	<b>175</b>	<b>13</b>	<b>188</b>
212 970	Augmentation de capital de Publicis Groupe SA	1	1			2		2
	Dividendes			(92)		(92)	(12)	(104)
	Rémunérations fondées sur des actions			14		14		14
	Juste valeur des stock-options intégrées dans le coût d'acquisition de Digitas			64		64		64
	Intérêts complémentaires sur Oranes			(1)		(1)		(1)
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat de minoritaires						1	1
299 677	Achats/Ventes d'actions propres			(29)		(29)		(29)
184 116 525	<b>30 juin 2007</b>	<b>80</b>	<b>2 632</b>	<b>(491)</b>	<b>(8)</b>	<b>2 213</b>	<b>29</b>	<b>2 242</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.



*Détail des gains et des pertes de la période, enregistrés directement en capitaux propres*

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006 <sup>(1)</sup></b>
Réévaluation des titres disponibles à la vente	(3)	(6)
Couverture d'investissements nets	-	(2)
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies	12	20
Réserve de conversion	(32)	(82)
<b>Total des gains et (pertes) de la période, enregistrés directement en capitaux propres</b>	<b>(23)</b>	<b>(70)</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### 1. Règles et méthodes comptables

#### 1.1 Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés du groupe Publicis sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2007 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Il n'y a pas de divergences avec les normes publiées par l'IASB. Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Effet des normes et interprétations IFRS applicables à compter du 1er janvier 2007

Les comptes intermédiaires suivent les mêmes règles et méthodes comptables que celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2006, à l'exception des amendements des normes IFRS et interprétations suivantes, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2007 :

- IFRIC 7 sur les modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 lorsqu'une entité doit appliquer IAS 29 pour la première fois au cours d'une période (pas d'hyperinflation au cours de la période précédente),
- IFRIC 8 qui confirme l'application d'IFRS 2 aux transactions par lesquelles des actionnaires d'une entité ont contracté l'obligation de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs pour des montants fondés sur le prix ou la valeur de l'action ou d'autres instruments de capitaux propres de l'entité,
- IFRIC 9 sur l'identification des dérivés incorporés,
- IFRIC 10 qui précise que les pertes de valeur comptabilisées lors des arrêtés intermédiaires ne doivent pas être reprises lors d'arrêtés ultérieurs.

Les informations complémentaires requises par les normes IFRS 7 (Instruments financiers : information à fournir) et IAS 1 révisée (présentation des états financiers) seront présentées pour la première fois dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2007.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2007, ainsi que les notes y afférentes, ont été arrêtés par le Directoire en date du 20 juillet 2007 et examinés par le Conseil de Surveillance du 24 juillet 2007.

#### 1.2 Retraitement des périodes antérieures

##### a. Classement des coûts de revient des espaces publicitaires livrés mais non encore facturés

Le classement des coûts de revient des espaces publicitaires livrés mais non encore facturés a été précisé et harmonisé dans le Groupe au cours du premier semestre 2007 : ces coûts sont présentés en « Clients et comptes rattachés » par contrepartie des « dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Les impacts de cette harmonisation pour un certain nombre de filiales sont les suivants sur le bilan consolidé au 31 décembre 2006 :

<i>en millions d'euros</i>	<b>Bilan au 31 décembre 2006 publié</b>	<b>Reclassements</b>	<b>Bilan au 31 décembre 2006 après reclassements</b>
Stocks et en-cours de production	688	(258)	430
Clients et comptes rattachés	4 214	336	4 550
Fournisseurs et comptes rattachés	5 192	78	5 270

L'impact des retraitements sur la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité au 31 décembre 2006 et au 30 juin 2006 se décline comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	<b>31 décembre 2006 publié <sup>(1)</sup></b>	<b>Reclassements</b>	<b>31 décembre 2006 après reclassements</b>
Variation des stocks et en-cours de production	(152)	106	(46)
Variation des créances clients et autres créances	(338)	(188)	(526)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	469	82	551
<b><i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i></b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>	<b>(21)</b>

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2006 publié <sup>(1)</sup></b>	<b>Reclassements</b>	<b>30 juin 2006 après reclassements</b>
Variation des stocks et en-cours de production	(21)	(3)	(24)
Variation des créances clients et autres créances	(390)	3	(387)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	159	-	159
<b><i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i></b>	<b>(252)</b>	<b>-</b>	<b>(252)</b>

<sup>(1)</sup> Après reclassement des frais de restructuration payés en « Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions ».

#### b. Traitement des gains et pertes actuariels sur engagements de retraite

Au 31 décembre 2006, Publicis a choisi d'appliquer l'option offerte par IAS 19 selon laquelle les gains et pertes actuariels sur engagements de retraite générés durant la période sont enregistrés directement en capitaux propres.

Afin de tenir compte des impacts de ce changement de méthode, les comptes publiés au 30 juin 2006 ont été modifiés, comme suit :

- diminution des charges financières (« Autres charges et produits financiers ») de 3 millions d'euros et augmentation de la charge d'impôt sur le résultat de 1 million d'euros, soit une augmentation de 2 millions d'euros du résultat net. Le résultat net-part du Groupe ainsi retraité s'élève à 197 millions d'euros,
- diminution des pertes de la période enregistrées directement en capitaux propres pour 20 millions d'euros. Les capitaux propres consolidés – part du Groupe ainsi retraités s'élèvent à 1 910 millions d'euros.

## 2. Variations du périmètre de consolidation

### 2.1 Acquisitions de la période

Au cours du mois de décembre 2006, Publicis Groupe a lancé une offre publique d'achat amicale sur Digitas Inc. (USA), leader dans le domaine des services marketing et de communication digitale et interactive. En conséquence de cette offre, qui a expiré le 29 janvier 2007, le Groupe s'est porté acquéreur, au travers d'une de ses filiales américaines, de plus de 90% du capital de Digitas.

Cette opération a été suivie d'une fusion à l'issue de laquelle MMS USA Holdings détient désormais 100% de Digitas. Le financement de cette acquisition s'est fait par utilisation de la trésorerie disponible des filiales américaines du Groupe.

La date de première consolidation de Digitas a été fixée au 25 janvier 2007, date de la prise de contrôle.

L'allocation préliminaire du prix d'acquisition se présente comme suit (en millions d'euros) :

Prix d'acquisition des titres Digitas	947
Coûts liés à la transaction	8
Juste valeur des stock-options, nette d'impôt	39
<b>Coût d'acquisition (A)</b>	<b>994</b>
Actifs non courants <sup>(1)</sup>	42
Actifs courants	293
<b>Total de l'actif (B)</b>	<b>335</b>
Passifs non courants	(36)
Passifs courants	(214)
<b>Total du passif (C)</b>	<b>(250)</b>
<b>Situation nette acquise avant ajustements de juste valeur <sup>(1)</sup> (D = B+C)</b>	<b>85</b>
Actifs incorporels	218
Ajustement des en-cours à la juste valeur	10
Provisions sur engagements immobiliers	(12)
Provisions pour risques fiscaux	(2)
Ajustement des loyers différés	8
Autres ajustements	(3)
Impact fiscal des ajustements ci-dessus	(83)
Reconnaissance d'impôts différés sur pertes fiscales reportables non reconnus par Digitas	38
Reconnaissance d'impôts différés sur différences temporelles non reconnus par Digitas	17
<b>Total des ajustements de juste valeur (E)</b>	<b>191</b>
<b>Situation nette acquise après ajustements de juste valeur (F = D+E)</b>	<b>276</b>
<b>Ecart d'acquisition (G=A-F)</b>	<b>718</b>

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des écarts d'acquisition et des actifs incorporels liés aux acquisitions réalisées par Digitas.

L'écart d'acquisition traduit les perspectives de développement du Groupe dans le domaine de la communication interactive offertes par le rapprochement avec un acteur majeur de ce secteur. Il inclut notamment les synergies liées au regroupement d'entreprises ainsi que le savoir-faire développé par le personnel de Digitas.

Le revenu et le résultat net de Digitas pour la période entre le 25 janvier et le 30 juin 2007 s'élèvent à respectivement 147 millions et 7 millions d'euros.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1er janvier 2007, le revenu et le résultat net-part du Groupe combinés (Publicis et Digitas) du premier semestre représenteraient respectivement 2 269 et 198 millions d'euros.

Les autres acquisitions de la période prises dans leur ensemble représentent 0,1% du revenu consolidé et une contribution positive de 0,5% du résultat net consolidé (part du Groupe).

## 2.2 Cessions de la période

Aucune cession significative n'est intervenue au cours de la période.

La contribution des sociétés cédées au revenu et au résultat net (part du Groupe) consolidés de la période s'élève à respectivement 0,2% et 0,3%.

## 3. **Charges de personnel et effectifs**

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements, congés payés ainsi que les charges liées aux plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en « Autres charges et produits financiers »).

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006</b>
Rémunérations	1 110	1 037
Charges sociales	182	174
Avantages postérieurs à l'emploi	36	38
Charges de stock-options	14	7
Intérimaires et « free-lance »	60	48
<b>Total</b>	<b>1 402</b>	<b>1 304</b>

### *Évolution et répartition des effectifs*

#### **Par zone géographique :**

	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006</b>
Europe	15 589	15 320
Amérique du Nord	14 009	12 026
Reste du monde	13 033	12 477
<b>Total</b>	<b>42 631</b>	<b>39 823</b>

#### 4. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006</b>
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(8)	(8)
Amortissement des immobilisations corporelles	(47)	(45)
<b>Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)</b>	<b>(55)</b>	<b>(53)</b>
<b>Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions</b>	<b>(15)</b>	<b>(12)</b>
Perte de valeur sur incorporels liés aux acquisitions	-	-
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	-	-
Perte de valeur sur immobilisations corporelles	-	-
<b>Perte de valeur</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des dotations aux amortissements et perte de valeur</b>	<b>(70)</b>	<b>(65)</b>

#### 5. Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006</b>
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	9	1
Autres produits et charges non courants	-	-
<b>Autres produits et charges non courants</b>	<b>9</b>	<b>1</b>

#### 6. Charges et produits financiers

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>30 juin 2006 <sup>(1)</sup></b>
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(59)	(53)
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	(5)	(5)
Produits financiers	29	35
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(35)</b>	<b>(23)</b>
Pertes et gains de change	(2)	9
Variation de la juste valeur des dérivés	1	(10)
Coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme (au taux de 5%)	(2)	(3)
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(2)	(2)
Dividendes reçus hors groupe	2	-
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>(3)</b>	<b>(6)</b>
<b>Total (charges) et produits financiers nets</b>	<b>(38)</b>	<b>(29)</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

## 7. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat au titre de période intermédiaire au 30 juin 2007 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice complet.

Sur cette base, le taux effectif d'impôt s'établit à 30% au 1<sup>er</sup> semestre 2007 contre 31,1% au 1<sup>er</sup> semestre 2006.

## 8. Bénéfice par action

Bénéfice par action (de base et dilué)

		30 juin 2007	30 juin 2006 <sup>(1)</sup>
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA en millions d'euros</b>			
Résultat net part du Groupe	a	198	197
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		16	16
Résultat net part du Groupe – dilué	b	214	213
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Nombre d'actions moyen en circulation (après déduction des actions propres)		183 860 201	183 891 221
Actions à remettre en remboursement des Oranes		24 994 064	26 556 193
Nombre d'actions moyen d'actions retenu pour le calcul	c	208 854 265	210 447 414
<i>Impact des instruments dilutifs <sup>(2)</sup>:</i>			
- Effet des levées de stock-options dilutives		3 478 916	2 043 274
- Effet de l'exercice des BSA (Bons de Souscription d'Actions)		582 654	344 166
- Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles		28 656 747	28 656 747
Nombre d'actions dilué	d	241 572 582	241 491 601
<i>(en euros)</i>			
<b>Bénéfice net par action</b>	a/c	<b>0,95</b>	<b>0,94</b>
<b>Bénéfice net par action – dilué</b>	b/d	<b>0,89</b>	<b>0,88</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

<sup>(2)</sup> Seuls les Bons de Souscription d'Actions, les stock-options et les emprunts convertibles ayant un effet dilutif sont pris en considération. Au 30 juin, tous ces instruments ont un effet dilutif, à l'exception des stock-options dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de la période.

Bénéfice courant par action (de base et dilué)

		30 juin 2007	30 juin 2006 <sup>(1)</sup>
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant <sup>(2)</sup> en millions d'euros</b>			
Résultat net part du Groupe		198	197
<i>Eléments exclus :</i>			
- Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt		9	7
- Perte de valeur, nette d'impôt		-	-
Résultat net courant part du Groupe	e	207	204
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt		16	16
Résultat net courant part du Groupe – dilué	f	223	220
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Nombre d'actions moyen en circulation (après déduction des actions propres)		183 860 201	183 891 221
Actions en remettre en remboursement des Oranes		24 994 064	26 556 193
Nombre d'actions moyen d'actions retenu pour le calcul	c	208 854 265	210 447 414
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Effet des levées de stock-options dilutives		3 478 916	2 043 274
- Effet de l'exercice des BSA (Bons de Souscription d'Actions)		582 654	344 166
- Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles		28 656 747	28 656 747
Nombre d'actions dilué	d	241 572 582	241 491 601
<i>(en euros)</i>			
<b>BNPA courant <sup>(2)</sup></b>	e/c	<b>0,99</b>	<b>0,97</b>
<b>BNPA courant – dilué <sup>(2)</sup></b>	f/d	<b>0,92</b>	<b>0,91</b>

<sup>(1)</sup> Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

<sup>(2)</sup> BNPA avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions et perte de valeur

Aucune opération significative sur les actions ordinaires ou les actions ordinaires potentielles n'est intervenue au cours du premier semestre.



## 9. Écarts d'acquisition

### Variation des écarts d'acquisition

<i>en millions d'euros</i>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Perte de valeur</b>	<b>Valeur nette</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>3 006</b>	<b>(123)</b>	<b>2 883</b>
Acquisitions / Perte de valeur	110	(30)	80
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachat de minoritaires <sup>(2)</sup>	39	-	39
Cessions et sorties d'actif	(13)	13	-
Change et divers	(169)	7	(162)
<b>31 décembre 2006</b>	<b>2 973</b>	<b>(133)</b>	<b>2 840</b>
Acquisitions <sup>(1)</sup>	744	-	744
Perte de valeur	-	-	-
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachat de minoritaires <sup>(2)</sup>	2	-	2
Cessions et sorties d'actif	(31)	18	(13)
Change et divers	(57)	(1)	(58)
<b>30 juin 2007</b>	<b>3 631</b>	<b>(116)</b>	<b>3 515</b>

<sup>(1)</sup> Dont 718 millions d'euros liés à l'acquisition de Digitas (Voir Note 2).

<sup>(2)</sup> Dans l'attente d'une interprétation de l'IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, les engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en dettes financières avec pour contrepartie les intérêts minoritaires, le solde étant comptabilisé en écart d'acquisition. Tout mouvement ultérieur des intérêts minoritaires ainsi que toute réévaluation de l'engagement modifie l'écart d'acquisition.

Au 30 juin 2007, la valeur brute de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Digitas est de 691 millions d'euros, compte tenu des effets de change depuis l'acquisition. A cette date, la valeur brute de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Bcom3 s'établit à 1 727 millions d'euros. La perte de valeur constatée sur cet écart d'acquisition s'élève à 16 millions. Elle correspond au montant des pertes fiscales reportables de Bcom3 utilisées depuis 2004.

## 10. Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 51 millions d'euros au 30 juin 2007 (contre 44 millions d'euros au 31 décembre 2006).

La variation du poste au cours du premier semestre 2007 a été la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	<b>Valeur au bilan</b>
<b>Montant au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>44</b>
Entrées de périmètre	7
Sorties de périmètre	-
Quote-part de résultat	6
Dividendes versés	(3)
Effet de change et autres	(3)
<b>Montant au 30 juin 2007</b>	<b>51</b>

Les principales sociétés mises en équivalence sont Bartle Bogle Hegarty (BBH), Bromley Communications et International Sports and Entertainment (iSe). Les valeurs au bilan de BBH, Bromley Communications et iSe s'élèvent respectivement à 17 millions d'euros, 8 millions et 8 millions d'euros.

iSe, société créée en 2003 conjointement entre Publicis (45%) et Dentsu (45%), a géré le programme « Hospitality and Prestige Ticketing » de la coupe du monde de football 2006. Cette société est actuellement en cours de liquidation.

## 11. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement les investissements classés dans la catégorie « disponibles à la vente ».

La partie à moins d'un an des autres actifs financiers non courants a été classée en actifs courants.

<i>en millions d'euros</i>	<b>30 juin 2007</b>	<b>31 décembre 2006</b>
Actifs financiers disponibles à la vente		
- Titres IPG (1,23% du capital)	45	49
- Autres	7	8
Créances rattachées à des participations	2	5
Autres actifs financiers non courants	89	82
<b>Valeur brute</b>	<b>143</b>	<b>144</b>
Provisions	(26)	(26)
<b>Valeur nette</b>	<b>117</b>	<b>118</b>

## 12. Capitaux propres, part du Groupe

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté au début de ce document avec les autres états financiers consolidés.

## Capital social de la société mère

Le capital social de Publicis Groupe SA. a été augmenté de 85 188 euros au cours du premier semestre de l'exercice 2007, correspondant à 212 970 actions de 0,40 euros nominal émises au titre des levées d'options de souscription d'actions. Le capital social s'élève au 30 juin 2007 à 79 568 880 euros, divisé en 198 922 199 actions de 0,40 euros nominal.

## Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2007

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto-détenues a évolué comme suit au cours du 1er semestre 2007 :

<i>en millions d'euros, sauf les actions</i>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Valeur brute</b>
<b>Actions propres détenues au 31 décembre 2006</b>	<b>15 105 351</b>	<b>387</b>
Acquisitions	1 796 490	60
Cessions (levées d'options de souscription d'actions)	(2 552 167)	(66)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	456 000	15
<b>Actions propres détenues au 30 juin 2007 <sup>(1)</sup></b>	<b>14 805 674</b>	<b>396</b>

<sup>(1)</sup> Dont 456 000 actions détenues au titre du contrat de liquidité pour un montant de 15 millions d'euros

## Dividendes

Publicis Groupe SA a procédé au versement de 92 millions d'euros de dividendes début juillet 2007. Ce versement n'est assorti d'aucun impact fiscal.

### 13. Provisions

<i>en millions d'euros</i>	<b>Restruc- turation</b>	<b>Engage- ments immobi- liers</b>	<b>Sous-Total</b>	<b>Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>Litiges</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>34</b>	<b>182</b>	<b>216</b>	<b>286</b>	<b>48</b>	<b>152</b>	<b>702</b>
Dotations	11	10	21	27	4	47	99
Utilisations	(9)	(21)	(30)	(30)	(6)	(31)	(97)
Autres reprises	-	(5)	(5)	-	-	-	(5)
Variations de périmètre	-	-	-	(5)	-	1	(4)
Pertes (gains) actuariels	-	-	-	(5)	-	-	(5)
Change et divers	(12)	(30)	(42)	(17)	(10)	4	(65)
<b>31 décembre 2006</b>	<b>24</b>	<b>136</b>	<b>160</b>	<b>256</b>	<b>36</b>	<b>173</b>	<b>625</b>
Dotations	2	-	2	9	4	6	21
Utilisations	(7)	(9)	(16)	(18)	(1)	(7)	(42)
Autres reprises	-	(5)	(5)	-	-	-	(5)
Variations de périmètre	3	20	23	4	1	3	31
Pertes (gains) actuariels	-	-	-	(17)	-	-	(17)
Change et divers	(1)	(10)	(11)	(3)	(1)	(32)	(47)
<b>30 juin 2007</b>	<b>21</b>	<b>132</b>	<b>153</b>	<b>231</b>	<b>39</b>	<b>143</b>	<b>566</b>
<b>Dont à court terme</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>38</b>	<b>34</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>120</b>
<b>Dont à long terme</b>	<b>7</b>	<b>108</b>	<b>115</b>	<b>197</b>	<b>15</b>	<b>119</b>	<b>446</b>

#### 14. Emprunts et dettes financières

Nombre de titres au 30 juin 2007	<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007	31 décembre 2006
	<b>Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe SA :</b>		
750 000	Eurobond 4,125% - janvier 2012 (Taux d'intérêt effectif 4,30%)	727	742
5 484 334	OCEANE 2,75% - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 7,37%)	236	234
23 172 413	OCEANE 0,75% - juillet 2008 (Taux d'intérêt effectif 6,61%)	633	615
1 562 129	ORANes 0,82% révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50%)	31	33
	Emprunt obligataire 2% échangeable en titres IPG – janvier 2007	-	7
	<b>Autres emprunts et dettes :</b>		
	Intérêts courus	21	16
	Autres emprunts et lignes de crédit	30	38
	Soldes créditeurs de banques	41	30
	Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	81	83
	Dettes sur acquisitions de titres de participation	133	140
	Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	174	176
	<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>2 107</b>	<b>2 114</b>
	<b>Dont à court terme</b>	<b>193</b>	<b>203</b>
	<b>Dont à long terme</b>	<b>1 914</b>	<b>1 911</b>

Les engagements de rachat de minoritaires ainsi que les clauses de complément de prix sont recensés de manière centralisée et estimés à la clôture d'après les clauses contractuelles et les dernières données disponibles ainsi que les projections des données concernées sur la période.

L'évolution des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est présentée ci-après :

<i>en millions d'euros</i>	<b>Dettes sur engagements de rachat de minoritaires</b>
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>176</b>
Dettes contractées durant l'exercice	7
Rachats exercés	(6)
Réévaluation de la dette et change	(3)
<b>Au 30 juin 2007</b>	<b>174</b>

## Analyse par échéance de remboursement

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 719	90	1 377	252	1 715	87	634	994
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	81	2	-	79	83	-	-	83
Dettes sur acquisitions de titres de participation	133	46	86	1	140	59	71	10
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	174	55	92	27	176	57	94	25
<b>Total</b>	<b>2 107</b>	<b>193</b>	<b>1 555</b>	<b>359</b>	<b>2 114</b>	<b>203</b>	<b>799</b>	<b>1 112</b>

## Analyse par devise

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007	31 décembre 2006
Euros	1 030	1 024
Dollars américains	909	913
Autres devises	168	177
<b>Total</b>	<b>2 107</b>	<b>2 114</b>

Afin de couvrir ses actifs nets en dollars américains et ainsi réduire significativement la sensibilité des fonds propres du Groupe aux variations futures de taux de change entre l'euro et le dollar américain, le Groupe a procédé au swap de son émission obligataire Eurobond de 750 millions d'euros effectuée en janvier 2005 en un montant de 977 millions de dollars américains. En conséquence, l'emprunt Eurobond a été considéré comme étant en dollars américains.

## Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (55% de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de minoritaires au 30 juin 2007) dont le taux moyen pour le semestre est de 6,1% (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion OCEANES et ORANES entre une partie dettes et une partie capitaux propres). La partie de la dette à taux variable (45% de la dette au 30 juin 2007) fait ressortir un taux moyen pour le semestre de 6,1%.

## Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 30 juin 2007 de 1 166 millions d'euros) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 1 544 millions d'euros au 30 juin 2007). La composante principale de ses lignes est un crédit syndiqué multi-devises de 1 035 millions d'euros, à échéance 2009, mis en place en décembre 2004 et non utilisé au 30 juin 2007. Il est prévu que cette ligne de crédit soit amendée le 24 juillet

2007 pour allonger la maturité à juillet 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques et parallèlement porter le montant à 1500 millions d'euros.

Il n'y a pas, au 30 juin 2007 ni à la date d'arrêté des comptes semestriels, d'autres lignes de crédit en cours de négociation. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent très largement de faire face à la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe (y compris les engagements de rachats de minoritaires, inclus dans la dette financière du Groupe).

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants ». Les clauses d'exigibilité anticipée (« credit default events ») sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros. Les seules options de remboursement anticipé par les porteurs sont relatives à l'Océane 2018 et exerçables successivement en janvier 2010 et 2014.

La société n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

## 15. Engagements hors bilan

### Contrats de location simple

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>								
Contrats de location simple <sup>(1)</sup>	1 388	197	683	508	1 325	198	678	449
<b>Engagements reçus</b>								
Contrats de sous-locations immobilières <sup>(1)</sup>	48	13	31	4	73	18	45	10

<sup>(1)</sup> Les charges de location (nettes des revenus des sous-locations) se sont élevées à 94 millions d'euros au cours du premier semestre 2007 (contre 92 millions d'euros au cours du premier semestre 2006).

### Contrats de location-financement

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Paiements minimaux	268	10	34	224	280	8	35	237
Effets de l'actualisation	(187)	(8)	(34)	(145)	(197)	(8)	(35)	(154)
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux</b>	<b>81</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>79</b>	<b>83</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>83</b>

## Autres engagements

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>								
Engagements de cessions de titres de participation détenus	8	8	-	-	8	8	-	-
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	192	77	40	75	180	53	44	83
Autres engagements <sup>(2)</sup>	59	18	41	-	46	24	22	-
<b>Total</b>	<b>259</b>	<b>103</b>	<b>81</b>	<b>75</b>	<b>234</b>	<b>85</b>	<b>66</b>	<b>83</b>
<b>Engagements reçus</b>								
Lignes de crédit non utilisées <sup>(3)</sup>	1 544	509	1 035	-	1 546	511	1 035	-
Ligne de crédit dédiée à l'acquisition de Digitas <sup>(4)</sup>	-	-	-	-	759	759	-	-
Autres engagements	-	-	-	-	2	1	1	-
<b>Total</b>	<b>1 544</b>	<b>509</b>	<b>1 035</b>	<b>-</b>	<b>2 307</b>	<b>1 271</b>	<b>1 036</b>	<b>-</b>

<sup>(1)</sup> Au 30 juin 2007, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 124 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 46 million d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

<sup>(2)</sup> Il s'agit, à hauteur de 46 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.

<sup>(3)</sup> Il est prévu que la ligne de crédit syndiqué multi-devises de 1 035 millions d'euros à échéance 2009 soit amendée le 24 juillet 2007 pour allonger la maturité à juillet 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques et parallèlement porter le montant à 1 500 millions d'euros.

<sup>(4)</sup> Cette ligne de crédit s'élevait à 1 milliard de dollars au 31 décembre 2006. Le Groupe a finalement renoncé officiellement à utiliser cette ligne de crédit fin janvier 2007, la trésorerie disponible et les lignes de crédit s'avérant suffisantes pour financer l'acquisition.

## Obligations liées aux emprunts, aux ORANes et aux Bons de Souscription d'Actions

Ce sont les mêmes que celles existant au 31 décembre 2006.



## 16. Instruments financiers

### Juste valeur

Le tableau ci-dessous présente une comparaison par catégorie des valeurs comptables et de la juste valeur de tous les instruments financiers du Groupe au 30 juin 2007, hors créances et dettes liées à l'exploitation.

Les actifs financiers classés dans les catégories "détenus à des fins de transaction" ou "disponibles à la vente" sont déjà évalués à la juste valeur dans les comptes.

Les dettes financières sont évaluées dans les comptes au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2007		31 décembre 2006	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers :</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 166	1 166	1 920	1 920
Actifs financiers disponibles à la vente (IPG et autres)	49	49	54	54
Autres actifs financiers	68	68	64	64
Dérivés actifs	2	2	9	9
<b>Passifs financiers :</b>				
Emprunts obligataires avec option de conversion - (OCEANES, partie dette)	869	845	849	852
ORANES (partie dette)	31	42	33	43
Eurobond	727	744	742	776
Dettes liées à des contrats de location-financement	81	140	83	150
Engagements de rachat de minoritaires et compléments de prix sur acquisitions de titres de participations	307	307	316	316
Autres emprunts	92	92	91	91
Dérivés passifs	26	26	36	36

La juste valeur de l'Eurobond et des emprunts obligataires avec option de conversion et des ORANES pour la partie dettes a été calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché.

## 17. Informations sectorielles

### Information par zone géographique

Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

<i>en millions d'euros</i>	<b>Europe</b>	<b>Amérique du Nord</b>	<b>Reste du monde</b>	<b>Total</b>
<b>Juin 2007</b>				
<b>Informations concernant le compte de résultat :</b>				
Revenu <sup>(1)</sup>	846	1 008	394	<b>2 248</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(21)	(26)	(8)	<b>(55)</b>
Marge opérationnelle	104	185	48	<b>337</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(10)	(1)	<b>(15)</b>
Perte de valeur	-	-	-	<b>-</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	3	3	-	<b>6</b>
<b>Informations concernant le bilan :</b>				
Ecarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 225	2 617	552	<b>4 394</b>
Immobilisations corporelles nettes	286	189	47	<b>522</b>
Impôts différés actifs	32	214	17	<b>263</b>
Titres mis en équivalence	27	22	2	<b>51</b>
Autres actifs financiers	28	72	17	<b>117</b>
Actifs (passifs) courants <sup>(2)</sup>	(161)	(1 138)	(136)	<b>(1 435)</b>
Impôts différés passifs	(138)	(143)	(2)	<b>(283)</b>
Provisions à long terme	(184)	(237)	(25)	<b>(446)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(13)	(16)	(6)	<b>(35)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	5	-	1	<b>6</b>
Acquisitions de filiales	(17)	(817)	(8)	<b>(842)</b>
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	5	8	1	<b>14</b>
Autres produits et charges calculés	1	3	-	<b>4</b>

<i>en millions d'euros</i>	<b>Europe</b>	<b>Amérique du Nord</b>	<b>Reste du monde</b>	<b>Total</b>
<b>Exercice 2006</b>				
<b>Informations concernant le compte de résultat :</b>				
Revenu <sup>(1)</sup>	1 747	1 842	797	<b>4 386</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(43)	(46)	(18)	<b>(107)</b>
Marge opérationnelle	277	332	104	<b>713</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(6)	(15)	(1)	<b>(22)</b>
Perte de valeur	(16)	(14)	(1)	<b>(31)</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	20	2	-	<b>22</b>
<b>Informations concernant le bilan :</b>				
Ecarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 176	1 805	552	<b>3 533</b>
Immobilisations corporelles nettes	292	169	50	<b>511</b>
Impôts différés actifs	42	125	19	<b>186</b>
Titres mis en équivalence	27	15	2	<b>44</b>
Autres actifs financiers	30	72	16	<b>118</b>
Actifs (passifs) courants <sup>(2)</sup>	(95)	(1 139)	(132)	<b>(1 366)</b>
Impôts différés passifs	(147)	(68)	(1)	<b>(216)</b>
Provisions à long terme	(197)	(284)	(28)	<b>(509)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(38)	(27)	(16)	<b>(81)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	7	(7)	(3)	<b>(3)</b>
Acquisitions de filiales	(31)	(2)	(25)	<b>(58)</b>
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	6	7	3	<b>16</b>
Autres produits et charges calculés	3	8	-	<b>11</b>

<i>en millions d'euros</i>	<b>Europe</b>	<b>Amérique du Nord</b>	<b>Reste du monde</b>	<b>Total</b>
<b>Juin 2006</b>				
<b>Informations concernant le compte de résultat :</b>				
Revenu <sup>(1)</sup>	820	922	380	<b>2 122</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(21)	(24)	(8)	<b>(53)</b>
Marge opérationnelle	107	170	46	<b>323</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(7)	(1)	<b>(12)</b>
Perte de valeur	-	-	-	<b>-</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	16	1	-	<b>17</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(20)	(9)	(7)	<b>(36)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	-	(4)	-	<b>(4)</b>
Acquisitions de filiales	(24)	(1)	(14)	<b>(39)</b>
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	3	3	1	<b>7</b>
Autres produits et charges calculés	4	4	-	<b>8</b>

<sup>(1)</sup> Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

<sup>(2)</sup> Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, fournisseurs et comptes rattachés, dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

### **Informations par secteur d'activité**

Après analyse détaillée des risques et des rentabilités par secteur d'activité selon la norme IAS 14 Information sectorielle, le Groupe considère opérer dans un seul segment d'activité.

L'organisation opérationnelle du Groupe ne coïncide pas avec un regroupement cohérent des sociétés, par métier ou activité homogène. Cette organisation qui se développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Une présentation segmentée par métier ou activité homogène ne correspond pas à l'organisation actuelle du Groupe.

## 18. Plans d'options de souscription et d'acquisition d'actions de Publicis Groupe SA

### Description des plans existants

Les plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions sont les mêmes que ceux existants au 31 décembre 2006, à l'exception des plans Digitas convertis en actions Publicis consécutivement à la fusion et dont les caractéristiques sont exposées ci-après.

### 1- Plans d'options Publicis à l'origine

#### Caractéristiques des plans de stock-options Publicis en cours au 30 juin 2007

actions de 0,40 euro nominal	type d'option	date d'attribution	prix d'exercice des options (€)	nombre options à lever au 30/06/2007	dont exerçables au 30/06/2007	date limite de levée	durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
8ème tranche	Souscription	11/03/1998	8,66	27 000	27 000	2008	0,69
9ème tranche	Souscription	04/11/1998	10,24	62 500	62 500	2008	1,34
10ème tranche	Acquisition	07/09/2000	43,55	100 000	100 000	2010	3,18
11ème tranche	Acquisition	23/04/2001	33,18	367 000	367 000	2011	3,81
13ème tranche	Acquisition	18/01/2002	29,79	93 400	93 400	2012	4,55
14ème tranche	Acquisition	10/06/2002	32,43	5 000	5 000	2012	4,94
15ème tranche	Acquisition	08/07/2002	29,79	220 000	220 000	2012	5,02
16ème tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	496 067		2013	6,15
17ème tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	4 450 404	4 450 404	2013	6,15
18ème tranche	Acquisition	28/09/2004	24,82	11 000		2014	7,24
19ème tranche	Acquisition	28/09/2004	24,82	1 381 166	1 381 166	2014	7,24
20ème tranche	Acquisition	24/05/2005	24,76	549 838	549 838	2015	7,89
21ème tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	100 000		2016	9,14
22ème tranche <sup>(1)</sup>	Acquisition	21/08/2006	29,27	9 993 050		2016	9,14
<b>Total des tranches</b>				<b>17 856 425</b>	<b>7 256 308</b>		
Prix moyen d'exercice (€)				27,62	25,53		

<sup>(1)</sup> Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à trois ans (LTIP 2006-2008)

Mouvements du premier semestre 2007 sur plans de stock-options Publicis

actions de 0,40 euros nominal	prix d'exercice des options (€)	nombre d'options restant à lever au 31/12/2006	options attribuées au 1 <sup>er</sup> semestre 2007	options levées au 1 <sup>er</sup> semestre 2007	options annulées ou prescrites au 1 <sup>er</sup> semestre 2007	nombre d'options restant à lever au 30/06/2007
7ème tranche	5,63	17 510		(9 470)	(8 040)	0
8ème tranche	8,66	27 000				27 000
9ème tranche	10,24	266 000		(203 500)		62 500
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	367 000				367 000
13ème tranche	29,79	93 400				93 400
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	496 067				496 067
17ème tranche	24,82	5 679 827		(1 218 790)	(10 633)	4 450 404
18ème tranche	24,82	11 000				11 000
19ème tranche	24,82	1 517 004		(131 585)	(4 253)	1 381 166
20ème tranche	24,76	779 761		(222 851)	(7 072)	549 838
21ème tranche	29,27	100 000				100 000
22ème tranche	29,27	10 097 850			(104 800)	9 993 050
<b>Total des tranches</b>		<b>19 777 419</b>	<b>0</b>	<b>(1 786 196)</b>	<b>(134 798)</b>	<b>17 856 425</b>
Prix moyen d'exercice (€)		27,21		23,05	27,13	27,62
Cours moyen de levée (€)				34,04		

**2- Plans d'options Digitas à l'origine**

Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 30 juin 2007

actions Publicis de 0,40 euros nominal	date d'attribution		prix d'exercice des options (€)		nombre d'options à lever au 30/06/07	dont exercibles au 30/06/07	date limite de levée		durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	<u>min</u>	<u>max</u>	<u>min</u>	<u>max</u>			<u>min</u>	<u>max</u>	
Plans Digitas :									
1999	01/12/1999	10/03/2000	21,36	21,36	37 948	37 948	01/12/2009	10/03/2010	2,49
2000	03/04/2000	01/02/2001	13,73	58,58	83 136	83 136	03/04/2010	01/02/2011	3,21
2001	01/03/2001	24/01/2007	4,59	35,42	1 057 795	533 490	01/03/2011	24/01/2017	7,19
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	20,24	35,42	21 392	4 220	01/06/2015	01/12/2016	8,90
Plans Modem Media :									
1997	26/03/1997	29/09/2004	13,74	20,19	9 435	5 721	26/03/2007	29/09/2014	6,10
1999	12/04/2000	22/06/2004	2,62	54,05	17 618	17 618	12/04/2010	22/06/2014	6,05
2000	12/10/2000	25/05/2004	11,16	19,18	1 279	1 279	12/10/2010	25/05/2014	3,28
Plans B.S.H <sup>(1)</sup> :									
1998a	01/05/1999	01/06/1999	6,16	6,16	1 040 199	1 040 199	01/05/2009	01/06/2009	1,52
1998b	06/01/1999	06/01/1999	2,47	2,47	246 294	246 294	06/01/2009	06/01/2009	1,52
<b>Total des tranches</b>					<b>2 515 096</b>	<b>1 969 905</b>			
Prix moyen d'exercice (€)					14,17	10,64			

<sup>(1)</sup> Broner Slosberg Humphrey

Mouvements du premier semestre 2007 sur plans de stock-options Digitas

actions Publicis de 0,40 euros nominal	prix d'exercice des options (€)		nombre d'options restant à lever à la date d'acquisition	options levées sur la période	options annulées ou prescrites sur la période	nombre d'options restant à lever au 30/06/2007
	min	max				
Plans Digitas :						
1999	21,36	21,36	40 059	(1 890)	(221)	37 948
2000	13,73	58,58	103 243	(5 184)	(14 923)	83 136
2001	4,59	35,42	1 462 941	(322 358)	(82 788)	1 057 795
2005 UK	20,24	35,42	24 655	-	(3 263)	21 392
Plans Modem Media :						
1997	13,74	20,19	22 446	(12 477)	(534)	9 435
1999	2,62	54,05	25 815	(7 553)	(644)	17 618
2000	11,16	19,18	5 690	(4 411)	-	1 279
Plans B.S.H <sup>(1)</sup> :						
1998a	6,16	6,16	1 152 414	(112 215)	-	1 040 199
1998b	2,47	2,47	362 493	(116 199)	-	246 294
<b>Total des tranches</b>			<b>3 199 756</b>	<b>(582 287)</b>	<b>(102 373)</b>	<b>2 515 096</b>
Prix moyen d'exercice (€)			14,16	11,41	29,76	14,17
Cours moyen de levée (€)				32,76		

<sup>(1)</sup> *Broner Slosberg Humphrey*

Par ailleurs un plan d'attribution de « Restricted Shares » Digitas, mis en œuvre entre le 4 janvier 2005 et le 23 janvier 2007, est encore en cours de réalisation. Il a été converti en actions Publicis en utilisant les mêmes coefficients que pour les plans de stock options ordinaires (voir ci-dessus). Au jour de l'acquisition, le nombre de Restricted Shares Digitas en équivalent Publicis s'élevait à 396 654.

Pour les 316 739 Restricted Shares encore existantes au 30 juin 2007, la date de fin d'indisponibilité des actions s'étale entre le 1<sup>er</sup> août 2007 et le 23 janvier 2010. Une fois cette période terminée et sous réserve du respect des conditions de présence, les 316 739 Restricted Shares existantes au 30 juin 2007 seront assimilées à des actions Publicis ordinaires.

**Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions sur le résultat du semestre**

Au total l'impact sur le compte de résultat du premier semestre 2007 des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis et Digitas s'élève à 14 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 7 millions d'euros pour le premier semestre 2006 (cf. Note 3 - Charges de personnel).



Pour le « Long Term Incentive Plan » 2006-2008 (tranche 22), où la levée d'options est conditionnelle et dépend de la réalisation d'objectifs, une probabilité de 80% a été appliquée pour calculer le nombre d'actions qui pourrait être levé au titre de ces plans au 30 juin 2007 (contre 75% pour le calcul de la charge 2006).

#### **19. Information relative aux parties liées**

Les opérations avec les parties liées n'ont pas eu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2006.

#### **20. Evénements postérieurs à la clôture**

Le 14 juin 2007, Publicis Groupe a annoncé son intention d'acquérir Business Interactif, premier groupe français indépendant de communication digitale et interactive et coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris. Un accord a été conclu avec les principaux managers contrôlant 49,32% du capital de ce groupe, au terme duquel l'acquisition de leurs parts a été réalisée début juillet au prix de 10,10 euros par action et rémunérée à hauteur de 50% en numéraire et à hauteur de 50% en actions nouvelles Publicis Groupe. Un projet d'offre publique mixte portant sur le solde du capital de Business Interactif a été déposé le 10 juillet 2007 aux mêmes conditions que celles du contrat de cession conclu avec les dirigeants fondateurs. Cette transaction représente un investissement total de 137 millions d'euros, soit 68 millions d'euros en numéraire et 2 millions d'actions nouvelles Publicis Groupe. Cette opération devrait être finalisée dans le courant du troisième trimestre 2007 et aura un impact neutre sur le bénéfice par action de Publicis Groupe au titre de l'exercice 2007. Cette opération est décrite plus amplement dans la note d'information soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers.

### 20.3 Vérification des informations financières présentées

#### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe SA, relatifs à la période du 1er janvier 2007 au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Courbevoie, le 25 juillet 2007

Les commissaires aux comptes

Mazars & Guérard

Ernst & Young et Autres

Philippe Castagnac

Isabelle Massa

Jean Bouquot

Valérie Descleve

## **20.5 Politique de distribution de dividendes**

L'Assemblée générale mixte du 4 juin 2007 a décidé la distribution d'un dividende de 0,50 euro par action, soit une progression de 39% par rapport au dividende versé au titre de l'exercice 2005. Le dividende a été mis en paiement le 3 juillet 2007.

## **21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **21.1 Capital social**

#### 21.1.1 Capital souscrit et catégories d'actions

##### *Composition du capital social*

Au 30 juin 2007, le capital social s'élevait à 79.568.879,60 euros et était divisé en 198.922.199 actions de 0,40 euros nominal dont 55.417.867 actions à droit de vote double.

##### *Capital autorisé non émis*

L'Assemblée générale extraordinaire du 4 juin 2007 :

- dans sa douzième résolution, a délégué au Directoire, pour une durée de vingt-six mois, sa compétence à l'effet de décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions (autres que les actions de préférence), ou valeurs mobilières donnant accès ou pouvant donner accès au capital ou donner droit à l'attribution de titres de créance. Cette délégation pourra permettre une ou plusieurs émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de filiales de la Société en application de l'article L. 228-93 du Code de commerce. Le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à quarante millions d'euros, et le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société pouvant être émises dans le cadre de cette délégation ne pourra excéder neuf cent millions d'euros ;

- dans sa treizième résolution, a délégué au Directoire, sa compétence pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de décider l'émission, avec appel public à l'épargne et suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions (autres que des actions de préférence), ou valeurs mobilières donnant accès ou pouvant donner accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. Cette délégation pourra permettre une ou plusieurs émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de filiales de la Société en application de l'article L. 228-93 du Code du commerce. En outre, elle pourra permettre l'émission d'actions ordinaires de la Société en conséquence de l'émission par des filiales de la Société de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société. Le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à quarante millions d'euros et le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société ne pourra excéder neuf cent millions d'euros ;

- dans sa quatorzième résolution, et dans la limite de 10% du capital social par an, a autorisé, pour une durée de vingt-six mois, le Directoire à émettre, par appel public à l'épargne et suppression du droit préférentiel de souscription, toutes actions ordinaires, valeurs mobilières diverses, donnant ou pouvant donner accès au capital de la Société en en fixant le prix d'émission, en fonction des opportunités du marché selon l'une des modalités suivantes : prix d'émission égal à la moyenne des cours de l'action Publicis Groupe sur le marché Eurolist d'Euronext Paris constatée sur une période maximale de six mois précédant l'émission ; prix d'émission égal au cours moyen pondéré de l'action Publicis Groupe sur le marché Eurolist d'Euronext Paris le jour précédant l'émission avec une décote maximale de 25% ;

- dans sa quinzième résolution, a délégué au Directoire sa compétence, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital social, par incorporation au capital de réserves, bénéfiques, primes ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, suivie de la création et de l'attribution gratuite de titres de capital ou de l'élévation du nominal des titres de capital existants, ou de la combinaison de ces deux modalités. Le montant d'augmentation de capital résultant de l'ensemble des émissions réalisées au titre de cette délégation ne pourra excéder le montant nominal de quarante millions d'euros ;

- dans sa seizième résolution, a délégué au Directoire, pour une durée de vingt-six mois, sa compétence à l'effet de décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières diverses, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès ou pouvant donner accès au capital de la Société en rémunération des titres apportés à toute offre publique comportant une composante échange initiée par la Société sur les titres d'une autre société dont les actions sont admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés par l'article L. 225-148 du Code de commerce ou à toute autre opération ayant le même effet qu'une offre publique d'échange initiée par la Société sur les titres d'une autre société dont les titres sont admis aux négociations sur un autre marché réglementé relevant d'un droit étranger, et a décidé, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ou valeurs mobilières. Le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions d'actions ou valeurs mobilières diverses réalisées en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à quarante millions d'euros ;

- dans sa dix-septième résolution, a délégué, pour une durée de vingt-six mois, au Directoire, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou valeurs mobilières diverses donnant ou pouvant donner accès au capital de la Société dans la limite de 10% du capital social, au moment de l'émission, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

- dans sa dix-huitième résolution, a autorisé le Directoire, pour une durée de vingt-six mois à augmenter le nombre d'actions ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans un délai de 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;

- dans sa dix-neuvième résolution, statuant dans le cadre des dispositions des articles L. 443-5 et suivants du Code du travail et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 du Code de commerce, a délégué au Directoire sa compétence, pour une durée de vingt-six mois, pour décider de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société et des sociétés liées à la Société au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du Code de commerce. La délégation porte sur un montant nominal d'augmentation de capital de deux millions huit cent mille euros. Le prix de souscription des actions émises en vertu de la dite délégation est déterminé dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L. 443-5 du Code du travail ;

- dans sa vingtième résolution, a autorisé le Directoire, pour une durée de trente-huit mois, à consentir aux membres du personnel salarié ainsi qu'aux mandataires sociaux, ou à certains d'entre eux, de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, et dans la limite des textes en vigueur, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital et/ou des options donnant droit à l'achat d'actions acquises par la Société dans les conditions légales. Le nombre total des options ainsi attribuées ouvertes et non levées ne peut donner droit à souscrire à un nombre d'actions supérieur à 10% du capital social. Le prix de souscription ou d'achat des actions sera fixé par le Directoire à la date à laquelle les options seront consenties, sans possibilité de décote, dans les limites et selon les modalités prévues par la loi. Les options pourront être exercées par les bénéficiaires dans un délai de 10 ans à compter de leur attribution.

- dans sa vingt-deuxième résolution, a autorisé le Directoire à procéder, pour une durée de trente-huit mois, au profit des mandataires sociaux et de certains membres du personnel salarié, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre. Le nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra pas excéder 10% du capital social et le montant nominal d'augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation ne pourra excéder le montant nominal de quarante millions d'euros.

Enfin, l'Assemblée générale extraordinaire du 4 juin 2007 a fixé, dans sa vingt-et-unième résolution, le plafond global d'augmentation de capital immédiat ou à terme qui pourrait résulter de l'ensemble des émissions d'actions ou valeurs mobilières diverses réalisées en vertu des délégations données au Directoire par les douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et

vingt-deuxième résolutions à un montant nominal global de quarante millions d'euros, compte tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, en conséquence de l'émission des actions ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital. L'Assemblée générale extraordinaire du 4 juin 2007 a en outre autorisé, dans sa vingt-troisième résolution, le Directoire à faire usage des autorisations consenties aux termes des onzième à vingt-deuxième résolutions en cas d'offre publique visant les titres de Publicis Groupe, dans les conditions prévues par l'article L. 233-33 du Code de commerce.

Au 30 juin 2007, aucune de ces autorisations n'a été utilisée par le Directoire.

### 21.1.3 Le nombre, la valeur comptable et la valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales

#### ***Actions propres***

L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 4 juin 2007, a, dans sa dixième résolution, autorisé le Directoire à procéder ou faire procéder à des achats en vue des objectifs suivants :

1) l'attribution ou la cession d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou de son Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable ;

2) la remise d'actions pour honorer des obligations liées à des titres ou des valeurs mobilières donnant accès au capital ;

3) la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe dans la limite de 5 % du capital ;

4) l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Publicis par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou toute autre disposition applicable ;

5) l'annulation des actions ainsi acquises, cette solution impliquant une autorisation donnée par l'Assemblée générale statuant dans sa forme extraordinaire ;

6) la mise en oeuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché.

L'Assemblée générale a décidé que la Société pourrait opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Le nombre maximal d'actions pouvant être achetées ne peut excéder 10 % du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée, étant rappelé que la Société possède, au 31 mars 2007, 14 962 599 actions de 0,40 euro acquises au titre des précédentes autorisations et que l'enveloppe globale maximale de cette autorisation est fixée à cinq cent millions d'euros.

Le prix unitaire maximum d'achat a été fixé à 49 euros et le prix unitaire minimum de vente à 21 euros, étant précisé que ces prix ne sont pas applicables au rachat d'actions utilisées pour satisfaire l'attribution gratuite d'actions aux salariés ou des levées d'options ; dans ce dernier cas, le prix de vente ou la contre-valeur pécuniaire est alors déterminée conformément aux dispositions spécifiques applicables.

L'Assemblée générale a décidé que la Société pourrait utiliser la présente résolution et poursuivre l'exécution de son programme de rachat même en cas d'offres publiques portant sur les actions, titres ou valeurs mobilières émis par la Société ou initiées par la Société, dans le respect de la réglementation applicable.

Cette autorisation d'une durée de 18 mois a mis fin, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, et a remplacé celle précédemment accordée par l'Assemblée générale du Publicis Groupe du 7 juin 2006. Le programme de rachat d'actions a fait l'objet d'une mise en ligne sur le site de l'AMF et sur celui du Publicis Groupe le 28 juin 2007.

Au cours du premier semestre 2007 aucune action n'a été acquise par Publicis Groupe SA au titre du quatrième objectif prévu par la douzième résolution de l'Assemblée générale ordinaire du 7 juin 2006.

Au titre du contrat d'animation auprès de la banque Rothschild, la Société a procédé à l'acquisition de 1 949 796 actions au cours moyen d'achat de 34,62 euros et a cédé 1 493 796 actions au cours moyen de vente de 34,98 euros au cours du premier semestre de l'exercice 2007. Au titre du programme de rachat d'actions hors contrat de liquidité, la Société a procédé, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank à qui elle a confié mandat, à l'acquisition de 1 796 490 actions au cours moyen d'achat de 33,17 au cours du premier semestre de l'exercice 2007.

Dans le cadre des autorisations de rachat par la Société de ses propres actions à concurrence de 10% du capital, données par les Assemblées générales des actionnaires en date du 25 juin 1998, 11 décembre 1998, 22 juin 2000, 29 août 2000, 14 juin 2001, 18 juin 2002 (visa COB n° 02-659 du 5 mai 2002), du 15 mai 2003 (visa COB n°03-331 du 28 avril 2003), du 8 juin 2004 (visa AMF n° 04-455 du 18 mai 2004), du 1<sup>er</sup> juin 2005 (visa AMF n° 05-0373 du 11 mai 2005), du 7 juin 2006 et du 4 juin 2007 (le descriptif du programme de rachat d'actions a été mis en ligne sur le site de l'AMF et sur celui de Publicis Groupe le 28 juin 2007), Publicis Groupe détient, au 30 juin 2007, 14 805 674 actions (7,44% du capital social de Publicis Groupe), pour un prix de revient net global de 396 088 828 euros et un prix moyen d'acquisition de 26,75 euros.

**Tableau récapitulatif des achats au titre des différents plans depuis 2000 :**

	<b>Quantité</b>	<b>Prix moyen d'achat</b>
<b>visa 00 963 du 5/06/2000</b>		
Période entre les 2 AG du 22/6/2000 et du 28/08/2000	1 175 250 <sup>(1)</sup>	41,17
<b>Visa 00 1399 du 9/8/2000</b>		
Période entre les 2 AG du 29/08/2000 et du 13/06/2001	4 610 000 <sup>(1)</sup>	38,15
<b>visa 00 627 du 23/05/2001</b>		
Période entre les 2 AG du 14/06/2001 et du 17/06/2002	2 065 290 <sup>(1)</sup>	25,28
<b>visa 02 659 du 31/05/2002</b>		
Période entre les 2 AG du 18/06/2002 et du 14/05/2003	7 660 253 <sup>(1)</sup>	21,49
<b>visa 03 331 du 28/04/2003</b>		
Période entre les 2 AG du 15/05/2003 et du 7/06/2004	339 000 <sup>(1)</sup>	22,68
<b>visa 04 455 du 18/05/2004</b>		
Période entre les 2 AG du 8/06/2004 et du 31/05/2005	1 429 749 <sup>(2)</sup>	23,31
<b>visa 05 373 du 11/05/2005</b>		
Période entre l'AG du 01/06/2005 et le 31/12/2005	1 327 144 <sup>(2)</sup>	26,72
Période du 01/01/2006 au 31/12/2006	4 154 434 <sup>(1)(2)</sup>	29,45
Période du 01/01/2007 au 30/06/2007	3 746 286 <sup>(1)(3)</sup>	33,92

<sup>(1)</sup> Achats effectués dans le cadre des objectifs 1 et 2 approuvés par l'Assemblée générale du 7 juin 2006.

<sup>(2)</sup> Achats effectués dans le cadre du contrat de liquidité.

<sup>(3)</sup> Achats effectués dans le cadre des objectifs 1, 2, 3 et 4 ci-dessus.

La Société, hors le cadre du contrat de liquidité et hors livraison d'actions dans le cadre de levées d'options d'achat d'actions, n'a procédé à aucune vente d'action propre.



#### 21.1.4 Le montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription

Un actionnaire détenant 1% du capital social de Publicis Groupe SA au 30 juin 2007 détiendrait 0,76% du capital social de Publicis Groupe SA à cette date, après prise en compte des actions à émettre au titre de l'acquisition de Business Interactif, en supposant que la totalité des actions, objet de l'offre, soit apportée à celle-ci et en cas (i) d'exercice ou de conversion des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital (Océanes, Oranes, bons de souscription d'actions) en prenant pour hypothèse que ces droits seraient satisfaits intégralement par l'émission d'actions nouvelles et (ii) d'exercice en totalité des options de souscriptions d'actions attribuées aux membres du personnel salarié ainsi qu'à certains mandataires sociaux.

#### 21.1.5 Nantissements, garanties et sûretés

Il n'existe pas d'autocontrôle indirect. Au 30 juin 2007, 3 719 926 actions inscrites au nominatif pur et 30 204 inscrites au nominatif administré faisaient l'objet d'un nantissement, soit un total de 3 799 530 actions nanties.

Aucun actif significatif détenu par les sociétés du Groupe ne fait l'objet d'un nantissement.

#### 21.1.6 Informations diverses

##### ***Publicis Groupe en Bourse***

Du 2 janvier au 30 juin l'action Publicis a progressé de 1,52%.

De janvier à mars 2007, le cours a évolué sur une tendance haussière, cotant un plus haut le 23 mars à 36,57 euros. Cette tendance a été favorisée par le succès de l'OPA sur Digitas Inc., puis par l'annonce de nouveaux contrats remportés auprès de Renault dans sept nouveaux pays. La publication du revenu du dernier trimestre 2006 rassure sur la croissance organique du Groupe et les résultats annuels confortant la bonne tenue du secteur, le marché fait des prévisions de croissance en hausse significative pour l'exercice 2007.

A fin mars, à la suite de révisions en baisse des estimations de croissance publicitaire aux Etats-Unis et de craintes sur un éventuel ralentissement de l'économie, les valeurs du secteur, et plus particulièrement l'action Publicis, entament une baisse relayée par des opinions de marché négatives à court-terme puis par la publication par Publicis Groupe d'une croissance organique en deçà des attentes sur le premier trimestre. La confirmation par le Groupe d'un second trimestre du même niveau, voire plus faible que le premier trimestre, amène le marché à revoir ses estimations de croissance pour 2007 en baisse. Le cours cote 32,65 euros lors de la clôture du 29 juin.

Il convient de noter que les volumes moyens traités qui s'établissaient historiquement aux alentours de 900 000 titres par jour se situent aujourd'hui en hausse pour atteindre en moyenne 1 100 000 titres par jour.

##### ***Marché des titres***

##### **Action Publicis Groupe S.A.**

Lieu de cotation : Eurolist (Euronext Paris) (code ISIN : FR0000130577) et New York Stock Exchange (ticker : PUB), sous forme d'American Depositary Receipt (parité : un ADR pour une action Publicis Groupe) ;

Premier jour de cotation : 9 juin 1970 ;

Titres admis sur Eurolist (Euronext Paris) : la totalité des titres composant le capital social ;

Evolution du cours sur Euronext Paris au cours du premier semestre 2007 : plus haut : 36,57 euros atteint le 23 mars 2007, plus bas : 31,76 euros atteint le 22 juin 2007, cours moyen : 34,02 euros.

**Océane Publicis Groupe S.A. 2018 – 2,75%**

Lieu de cotation : Euronext Paris (code ISIN : FR0000180127)

Premier jour de cotation : 21 janvier 2002 ;

Evolution du cours sur Euronext Paris au cours du premier semestre 2007 : plus haut : 45,30 euros atteint le 16 avril 2007, plus bas : 40,06 euros atteint le 3 avril 2007, cours moyen : 43,38 euros.

**Océane Publicis Groupe S.A. 2008 – 0,75%**

Lieu de cotation : Euronext Paris (code ISIN : FR0010002030)

Premier jour de cotation : 17 juillet 2003

Evolution du cours sur Euronext Paris au cours du premier semestre 2007 : plus haut : 37 euros atteint le 26 mars 2007, plus bas : 30,43 euros atteint le 2 mars 2007, cours moyen : 34,51 euros.

**Emission euro obligataire Publicis Groupe 4,125% 2012**

Lieu de cotation : Luxembourg Stock Exchange (code ISIN : FR0010157354)

Premier jour de cotation : 28 janvier 2005

### 21.1.7 Historique du capital social

Les mouvements du capital social depuis le 31 décembre 2003 sont :

<b>Dates</b>	<b>Opérations sur capital</b>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Nominal</b>	<b>Capital</b>
<b>31/12/2003</b>	<b>Capital au 31 décembre 2003</b>	<b>195 378 253</b>	0,40	<b>78 151 301</b>
2004	Levées d'options de souscription Plans Publicis	37 928	0,40	15 171
2004	Levées d'options Saatchi & Saatchi	54 880	0,40	21 952
<b>31/12/2004</b>	<b>Capital au 31 décembre 2004</b>	<b>195 471 061</b>	0,40	<b>78 188 424</b>
01/09/2005	Augmentation du capital (1 <sup>ère</sup> tranche de remboursement des ORANE)	1 562 129	0,40	624 852
2005	Levées d'options de souscription Plans Publicis	75 820	0,40	30 328
<b>31/12/2005</b>	<b>Capital au 31 décembre 2005</b>	<b>197 109 010</b>	0,40	<b>78 843 604</b>
01/09/2006	Augmentation de capital (2 <sup>ème</sup> tranche de remboursement des ORANE)	1 562 129	0,40	624 852
2006	Levées d'options de souscription Plans Publicis	38 090	0,40	15 236
<b>31/12/2006</b>	<b>Capital au 31 décembre 2006</b>	<b>198 709 229</b>	0,40	<b>79 483 692</b>
1 <sup>er</sup> semestre 2007	Levées d'options de souscription Plans Publicis	212 970	0,40	85 188
<b>30/06/2007</b>	<b>Capital au 30 juin 2007</b>	<b>198 922 199</b>	0,40	<b>79 568 880</b>

## **21.2 Actes constitutifs et statuts**

### ***Directoire*** (articles 10 à 12 des statuts)

Le Directoire assure la direction collégiale de la Société. Il est composé de deux membres au moins et de sept membres au plus, personnes physiques, pris ou non parmi les actionnaires, nommés par le Conseil de Surveillance pour une durée de quatre ans. Ses membres sont rééligibles. La fonction des membres du Directoire prend fin lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui suit son soixante-dixième anniversaire. Le Conseil de Surveillance confère à l'un des membres du Directoire le titre de Président du Directoire et peut conférer à un ou plusieurs ou à tous les autres membres du Directoire le titre de Directeur Général. Les membres du Directoire peuvent être révoqués par le Conseil de Surveillance ou par décision des actionnaires lors d'une Assemblée générale.

### ***Représentation et admission aux Assemblées*** (article 20 des statuts)

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme de l'enregistrement comptable de ses titres dans les conditions prescrites par la loi.